

ÉPIZOOTIES ET VÉTÉRINAIRES JURASSIENS AU XIX^{ème} SIÈCLE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 18 Novembre 1964

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Michel BOUVIER

Né le 3 Octobre 1939, à ST-VALLIER (Drôme)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1964

EPIZOOTIES ET VETERINAIRES JURASSIENS

AU XIX^e SIECLE

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Année 1964 — N° 50

ÉPIZOOTIES ET VÉTÉRINAIRES JURASSIENS AU XIX^{ème} SIÈCLE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 18 Novembre 1964

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Michel BOUVIER

Né le 3 Octobre 1939, à ST-VALLIER (Drôme)



LYON

**Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42**

1964

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Directeur	M. FLORIO
Directeur honoraire	M. JUNG
Directeur honoraire	M. TAPERNOUX
Professeur honoraire	M. CUNY

PROFESSEURS

14 chaires

Pharmacie et Toxicologie	MM. TAPERNOUX
Anatomie descriptive, Extérieur, Anatomie appliquée	BARONE
Physiologie, Thérapeutique, Pharmacodynamie	BOST
Histologie, Embryologie, Anatomie pathologique	LUCAM
Hygiène et industrie des aliments d'origine animale	FLACHAT
Zoologie appliquée, Parasitologie externe, Parasitologie interne ..	EUZEBY
Pathologie médicale des équidés et des carnivores. Législation vétérinaire	FLORIO
Pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour	COTTEREAU
Technique chirurgicale, Pathologie chirurgicale	COLLET
Obstétrique, Pathologie de la Reproduction	BERTRAND
Microbiologie, Immunologie, Maladies contagieuses, Police sanitaire ..	JOUBERT
Ethnologie, Hygiène, Zootechnie, Economie rurale	FROGET
Botanique appliquée, Agronomie, Alimentation	JEAN-BLAIN
Physique et Chimie biologiques et médicales	MAGAT

MAÎTRES DE CONFÉRENCES

MM. FERNEY, RUCKEBUSCH

CHEFS DE TRAVAUX

MM. BUSSIERAS, LAPRAS, LE NIHOUE, OUDAR, VAN HAVERBEKE,
JEAN-BLAIN Claude, CHANTEGRELET.

ASSISTANTS

MM. BLAVIGNAC, PROY, VERINE

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

Président : Monsieur le Professeur BERTOYE, de la Faculté de Médecine.

Premier Assesseur : Monsieur le Professeur FLORIO, de l'Ecole Vétérinaire.

Deuxième Assesseur : Monsieur le Professeur COTTEREAU, de l'Ecole Vétérinaire.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.



A MES PARENTS

En témoignage de mon affection et de
mon immense gratitude.

A MA FEMME

En gage de mon amour.



MEIS ET AMICIS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR BERTOYE
de la Faculté de Médecine de Lyon

Avec respect, en témoignage
d'hommage dévoué.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR FLORIO
Directeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Qui nous a fait l'honneur de nous accueillir dans son laboratoire et n'a cessé de nous entourer de sa grande bienveillance.

Qu'il veuille trouver ici l'expression de notre respectueuse gratitude.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR COTTEREAU
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Maître éloquent et affable. Nous le remercions sincèrement d'avoir accepté de juger notre travail.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR COLLET
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Pour nous avoir fait toucher du doigt la pathologie et découvrir les limites de notre médecine.

Avec notre respectueuse reconnaissance.

A MESSIEURS BARNIER ET MAITRE
de la Direction des Services Vétérinaires du Jura

Qui nous ont inspiré ce sujet et ont grandement facilité nos recherches.

Sincères remerciements.

A NOS MAÎTRES DE L'ECOLE VÉTÉRINAIRE DE LYON

INTRODUCTION

Locales, régionales, nationales, les maladies du bétail éclatent à tous moments. La compulsions des Archives départementales du Jura nous a permis d'entrevoir ce qu'elles furent en ce pays de la Révolution à la fin du XIX^e. Dans notre premier chapitre, nous essayerons d'en être le fidèle narrateur. Devant ces fléaux, les autorités s'efforcent de faire appliquer les mesures de police sanitaire espérant, par l'isolement, laisser mourir le mal sur place. Peu à peu l'état d'esprit change. La paysannerie sort de sa passivité et ne regarde plus les contagions « comme des événements inévitables dont on ne peut déterminer les causes et auxquels on ne peut opposer de digue ». La superstition se réfugie dans la clandestinité. Le clergé réussit à discipliner la dévotion publique ; saint Roch « grand spécialiste des zoonoses » voit décroître le nombre de ses fidèles. L'exercice de l'Art échappe progressivement aux empiriques, aux maréchaux et aux gens d'écurie au profit des disciples de Bourgelat. Ils font reculer l'ignorance qui rend tout progrès impossible, revalorisant le niveau de la profession en lui donnant un tour scientifique. Bientôt d'illustres savants sortent de leurs rangs, trouvent des remèdes contre certaines maladies et organisent les services sanitaires institués sur le plan départemental puis national. Cette lutte contre les grandes épizooties fera l'objet de notre deuxième chapitre.

CHAPITRE I

LES GRANDES EPIZOOTIES

A) LA PESTE BOVINE OU TYPHUS CONTAGIEUX

Les épizooties de typhus contagieux ont de tous temps ravagé l'Europe. Depuis celle de 1711, de triste mémoire, elles déferlent sur notre pays environ tous les vingt trois ans. Dès 1714 pour limiter ses ravages les Arrêts du Roi du 10 avril et du 16 septembre interdisent « de conduire, d'exposer, de vendre des bovins dans les provinces où les maladies ont cours et d'amener des bestiaux de ces régions dans les pays où ils ne sont point encore atteints de ces mêmes maux ». Une peine d'emprisonnement jusqu'au paiement d'une amende de mille livres est applicable à tout contrevenant. Malgré la valeur de cette juridiction le fléau est difficilement bouté hors de notre territoire : sévissant dans les pays voisins il rend inévitable de multiples recontaminations. Aussi l'Ordonnance du Roi du 1^{er} janvier 1739 interdit l'importation de bétail sans certificat de santé et de provenance ; elle ne peut empêcher les armées françaises de le traîner à leur suite dans leur retraite sur le Rhin et le Mein. La guerre de Succession d'Autriche a permis son extension à la Bavière et à l'Alsace, puis à la Franche-Comté et au Dauphiné. L'administration renforce ses prescriptions ; l'espèce bovine est si décimée qu'il est fait « inhibition et défense », le 14 mars 1745, à quiconque de vendre des vaches de moins de dix ans afin de prévenir la disette. Dix jours après, un Arrêt du Conseil royal ordonne l'enfouissement des cadavres et interdit de les retirer des fosses sous quelque prétexte que ce soit. Enfin l'Ordonnance du 10 janvier 1776 résume toutes les dispositions antérieures et crée un modèle de certificat très proche de ceux utilisés aujourd'hui.

Les guerres incessantes de la Révolution et de l'Empire rendent la mise en application de ces textes illusoire et de plus provoque une pénurie de praticiens instruits. En 1796, la peste bovine se manifeste parmi les bœufs des convois de l'armée française stationnés le long du Rhin. Huzard et Desplas, commissaires envoyés sur place, la considèrent d'abord comme non contagieuse, puis reviennent sur leur première impression, car

bientôt elle se propage avec une effrayante rapidité dans tout le département du Bas-Rhin, envahit l'Alsace, la Lorraine, la Belgique, la Picardie, les Vosges et la Franche-Comté, d'où elle passe en Suisse, avant de revenir en Bourgogne, et va sevir aux portes de Paris. Les pertes sont estimées à 130.000 bestiaux pour vingt-sept départements infestés. Un peu partout et spécialement dans le Jura, les élus locaux s'efforcent d'endiguer les vagues successives de la maladie et placent des gardes sur les routes menant aux marchés pour tenter de préserver les derniers cantons saufs. Le 16 messidor, les rassemblements de bestiaux sont interdits, puis le 16 fructidor, un recensement général avec marquage des malades est prescrit, la dénonciation des personnes en infraction recommandée. Benezech, ministre de l'Agriculture, fait mettre en vigueur l'Arrêt du Conseil du 19 juillet 1746, propose la mise en œuvre des traitements prônés par Huzard, lance un appel au sens civique des populations rurales et promet de faire supporter à l'Etat les frais de visite et de médicaments. Au niveau du département on insiste auprès des agriculteurs sur l'importance d'une déclaration d'infection immédiate et on leur demande de n'appeler en consultation que les « artistes vétérinaires ». Dans le Doubs, la Haute-Saône et d'une manière plus générale, dans l'Est et le Nord, des dispositions similaires sont prises. Le général Moreau libère les praticiens des dépôts de cavalerie pour qu'ils prêtent main-forte à leurs confrères en lutte contre l'épizootie. Il offre même de mettre ses troupes au service des administrations locales. Ces efforts méritoires ne peuvent empêcher l'affolement général. Des hordes d'empiriques s'abattent sur la région, pratiquent d'amples saignées sur tous les animaux, souvent jusqu'à extinction de leurs forces, composent des breuvages d'infusions de thériaque et d'orviétan dans du vin chaud ou d'aloès et de rhubarbe en poudre ; le tout est additionné d'urines de femmes atteintes de leurs menstrues. Ces thérapeutiques ont deux résultats : elles vident l'escarcelle des éleveurs et ruinent la santé des bestiaux.

Les pratiques superstitieuses réapparaissent : ingurgitation de grenouilles coassantes, enfouissement des cadavres sous le seuil des étables pour assurer la protection des survivants contre les esprits du mal. Prières et exorcismes n'ont guère plus d'effet... Enfin des profiteurs, clandestinement associés par deux

au trois, se mettent à courir le pays, répandant la nouvelle « que la maladie est si contagieuse qu'aucune bête à corne ne peut y échapper, que les moyens employés pour la combattre ne sont jamais couronnés de succès, que la prudence indique de les vendre. Cela est présenté à l'homme agreste et crédule avec raffinement d'astucité et de friponnerie, sur le ton le plus amical et comme un bien évident ». (Zooiâtre Beaumont, l'Ainé). Ils se donnent aussi pour connaisseurs de la maladie : les plus légers signes ne les trompent jamais. Aussi, lorsque les propriétaires effrayés s'empressent de les mander pour visiter leur bétail, ne manquent-ils jamais de déclarer que tel ou tel, le plus en état, en montre déjà les germes. La vraisemblance est respectée : cette zoonose frappe les animaux les mieux portants qui, le plus souvent, mangent moins que leurs compagnons éthiques et affamés. Ils sont alors vendus au plus vil prix par leurs propriétaires convaincus de l'incurabilité du mal... Parfois les effets de ces fourberies ne sont pas immédiats, mais l'impression faite sur ces malheureux demeure. Ils ne cessent d'examiner leurs animaux, redoublent leur nourriture et, à la moindre inappétence ou à quelque léger redressement des poils, sont emportés par un vent de panique. Ils recourent en diligence aux bouchers et ne retirent de leur vente « que le prix de la peau ». La malignité du virus ajoute ses dévastations à celles de la ruse, et si les renseignements trop disparates ne permettent pas d'établir de statistique précise, ils laissent entrevoir combien les pertes furent considérables. Voici, pour nous en convaincre, quelques extraits d'une lettre du maire de Salins : « ...l'épizootie vraiment pestilentielle dont les troupeaux de notre département sont affectés exerce ses ravages de manière à faire craindre une dépopulation totale... elle gagne avec une rapidité vraiment étonnante et chercher à la combattre par des remèdes, c'est chercher à l'étendre : l'expérience nous a appris en d'autres temps que ce n'était que par une police sévère que l'on en était venu à bout. Il s'agirait d'ordonner que dans le même instant toutes les bêtes malades soient assommées, quel que soit le sacrifice, ne fit-il conserver que la moitié, le tiers, le quart même du bétail, il serait toujours au-dessous des pertes qu'occasionne la maladie ». Par la séance du 15 prairial de l'An 5, les citoyens Bouvier, président, Pareau, Petetin, Bossu, administrateurs, Cluny, suppléant du Directoire exécutif, interdisent

la tenue des foires et marchés dans les cantons de Dampierre, Orchamps et Longwy (infectés), ainsi que dans ceux de Gendrey, Montmirey, Rochefort, Dole, St-Aubin, Parcey, Rahon et Chaussin. Celle de Dole a tout de même lieu, mais des gardes postés sur les routes conduisant à la ville, sont chargés de vérifier les certificats de provenance et l'état de santé des animaux. Ces moyens préservatifs ne peuvent empêcher l'épizootie de gagner les cantons de Crozon, Montigny, Mignovillars, Sirod et Nozeroy. Les mêmes mesures que précédemment sont édictées à la séance du 16 messidor ; elles englobent aussi ceux de Poligny, Mont-sous-Vaudrey, Arbois, Villers-Farlay, Port-Lesnay, Salins, Cernans, Crotenay, Champagnole, Vers. Malgré tout, elle se propage encore à Cernans, Salins, Château-Châlon et St-Julien et déclenche la généralisation de l'interdiction au département. Une brève accalmie, en l'An 8, incite à la révocation de ces arrêts, mais de nouveau « l'artiste » Boutin signale les terribles effets de ce fléau dans les communes de Tavaux, où six cents bovins succombent, de Motay, Champdivers, Chaussin, Peseux et St-Aubin. Il obtient le 26 vendémiaire que ces décisions soient remises en vigueur. Malheureusement, quelques semaines plus tard, ce praticien est frappé d'une fièvre putride qu'il attribue aux exhalaisons de neuf cents cadavres trop légèrement enfouis.

Dix années s'écoulent. Napoléon a dominé l'Europe, mais pour la première fois l'Aigle baisse la tête. La peste réapparaît avec la défaite. Le 10 mai 1814, une circulaire précise les précautions à prendre pour empêcher son développement, une autre du 15 décembre indique notamment que « les vétérinaires peuvent être employés très utilement bien moins pour les moyens curatifs dont ils disposent que pour mettre en application et surveiller l'exécution des ordres émanés des autorités ». La barre est établie sur le pays depuis le 8 août. Puis l'ordonnance du Roi en date du 27 janvier 1815 ordonne l'emploi de la police et des troupes pour établir des cordons sanitaires, définit le rôle des hommes de l'Art. Ils sont chargés de visiter les bestiaux, de reconnaître ceux qui doivent être abattus, d'en dresser procès-verbal. Ce texte prévoit aussi l'allocation d'indemnités. Aucun document permettant d'estimer l'ensemble des pertes éprouvées par le Jura n'est conservé dans les archives. Nous ne sommes en possession de rapports que pour l'arron-

dissement de Poligny : quarante taureaux, mille quatre cent deux bœufs, sept cent quatre-vingt onze vaches, cent vingt génisses, deux mille cent huit veaux et quatre mille quatre cent vingt-cinq moutons furent enlevés par l'épizootie et les troupes étrangères, sans qu'il soit possible de connaître la part réservée à la première. L'étude des statistiques ne nous a pas permis de conclure pour les autres circonscriptions.

Pendant un demi-siècle le mal disparaît. Puis voici qu'en août 1865 il rôde aux abords de nos frontières. Des vétérinaires sont nommés inspecteurs aux postes de douane : dans le département (Tresse à Mijoux et Salle aux Rousses) ; tous les autres sont fermés à la fin de ce même mois sur l'ordre du sous-préfet de St-Claude. En haut lieu aussi on se prépare à soutenir le siège. Dès la première quinzaine de septembre, décrets, circulaires, arrêtés se succèdent sur les bureaux du responsable de l'administration départementale, qui en fait immédiatement placarder des extraits pour alerter l'opinion... Bientôt, de Nantes à Dunkerque, de Dunkerque à Lauterbourg, l'entrée des animaux est interdite ; ailleurs l'inspection sanitaire est obligatoire et le nombre des lieux de passage autorisés considérablement restreint. Le 11 septembre, le Ministère publie une instruction applicable si le typhus venait à sévir en France, en rappelle la symptomatologie et les lésions, s'appesantit sur son mode de contagion et sur les mesures de police sanitaire à prendre immédiatement. Ces dernières se réfèrent aux Arrêts du Conseil du Roi du 7 juillet 1746, du 18 octobre 1774 et du 30 janvier 1775 (repris par l'Arrêté du Directoire exécutif du 27 messidor An 5 et par l'Ordonnance du Roi du 15 janvier 1815). Les conditions dans lesquelles les frais de visite et d'installation nécessaires pour limiter l'extension de l'épizootie pourront être imputables à l'Etat ou au département sont nettement définies. Ainsi chacun peut prendre ses responsabilités. Armand Behic pense de cette manière : « ...opposer à la maladie une digue qu'elle ne franchira pas ». Fermement il s'appuie sur les sociétés agricoles et vétérinaires, sur le Conseil d'Hygiène publique et de Salubrité et tente de susciter, dans le but d'approprier les mesures aux conditions locales, la création de commissions spéciales composées d'éleveurs et de praticiens. L'alerte de décembre qui fait suite à l'importation de gazelles typhiques d'Angleterre reste sans conséquence grâce à la valeur du dispositif de défense...

L'état de guerre en Allemagne et en Italie incite l'administration à la vigilance. Les populations aussi sont sur le qui-vive : à Villers-Farlay la gendarmerie enquête et fait mander un « artiste » de toute urgence pour quelques pustules et des poux ! Le 8 août 1865 la frontière suisse est fermée à la suite d'une fausse alerte dans les Grisons, puis rouverte le 13 septembre, les contrôles draconiens instaurés par le gouvernement helvétique rendant caduques les décisions notifiées à l'égard de ce pays. En mai 1867, quelques cas de peste bovine sont signalés chez nos voisins d'outre-Rhin ; tout transit est suspendu et l'interdiction est étendue du Lauterbourg aux Savoies. Puis le 30 novembre, toutes les prohibitions d'importation sont levées et seule la visite sanitaire, à la charge de l'État, demeure obligatoire...

Nous voici en 1870, nous venons de subir le désastre de Sedan et une partie de la France est occupée. La dissémination du typhus est alors assurée par les convois de bestiaux destinés à l'alimentation des troupes prussiennes. Il faut attendre le 20 mars 1871 pour voir Lambrecht, alors ministre de l'Agriculture, reprendre en mains la situation et coordonner les actions menées très différemment dans chaque département.

Il donne la définition du « malade », clarifie les prescriptions gouvernementales et contribue à l'institution de la Commission de la Peste bovine, dont la présidence est confiée à Henri Bouley. Son premier travail consiste en la rédaction d'une instruction en tous points parfaite sur les mesures à prendre :

— pour prévenir la propagation du typhus contagieux dans une localité exposée à son invasion ;

— lorsque la maladie a envahi plusieurs étables d'une même commune ou plusieurs communes d'une même circonscription ;

— lorsqu'elle a envahi une grande étendue territoriale et s'attaque à un nombre considérable d'animaux. Pour la première fois la notion si importante de périmètre et de zone d'infection est particulièrement bien mise en relief et des mesures sanitaires précises s'y rapportent. Enfin les aspects étiologiques, symptomatiques et lésionnels de l'affection, rigoureusement explicités, facilitent sa détection rapide... Dans le département du Jura elle fait son apparition vers le 8 février 1870, à la suite du débarquement fait à Arbois de bovins de

provenance hongroise destinés à l'alimentation des unités allemandes stationnées dans la région. L'occupant enterre souvent mal les dizaines de bêtes à cornes qui viennent à périr, comme à Arlay et Mauffans ; il installe ses boucheries chez les propriétaires dans de nombreux villages : Cramans, Vadans, Arsure, Montigny, Chamblay, Villers-Farlay, facilitant ainsi grandement le contagé. A Saint-Cyr, les habitants aident à l'enfouissement des cadavres et rapportent le mal dans leurs propres étables. A Molpré, la contagion provient d'un lieu d'autopsie mal nettoyé et cause la mort de la moitié des bêtes à cornes de la commune. Elle prend aussi des formes plus subtiles, comme à Censeau où on l'attribue à de la paille achetée dans un pays infecté, comme à Champagne où elle est due à la contiguïté de vaches avec un cheval venant de Cramans où il était en contact avec deux bœufs malades. Souvent la crédulité des agriculteurs en accroît encore les méfaits : ainsi un paysan de Mesnay se procure à Saint-Cyr, village contaminé, un animal qu'il ramène nuitamment, sans certificat, et place au milieu de son étable : bientôt neuf de ses vaches meurent. Les journaux, quant à eux, en certifiant la curabilité de la maladie par la levure de bière et l'acide phénique engagent les éleveurs à soigner leurs bestiaux ou à appeler les empiriques à leur secours et à rejeter les conseils que leur prodiguent les vétérinaires. Enfin, la présence de l'armée prussienne rend difficile la mise en application des prescriptions et arrêtés préfectoraux. Les autorités ignorent souvent tout de l'épizootie : la déclaration d'infection n'est jamais faite par les propriétaires, « préférant tout perdre plutôt que de s'y résoudre, si grande est leur crainte de l'interdiction ». Aussi ne faut-il pas s'étonner que « l'artiste » Louvrier apprenne par hasard, « en écoutant parler », l'existence de la peste bovine à Monay. S'étant rendu aussitôt sur les lieux, il interroge un vieux cultivateur ; le pauvre homme lui confirme qu'il a bien ramené de Colonne une vache morte, soi-disant d'indigestion, et qu'avec sa famille il est en train de la consommer. Déjà quinze animaux ont péri dans le bourg et personne n'en a soufflé mot. Questionné, le maire déclare n'avoir pu transmettre son message à cause de l'occupation. Les lenteurs administratives permettent aussi la tenue de la foire du Fond-du-Fourg, village situé à trois kilomètres d'une zone infectée, et cela malgré les véhémentes protestations de

ce même praticien. De nombreuses municipalités refusent de faire abattre les bovins malades et les « artistes » sont obligés de se convoquer, lors d'une autopsie par exemple, pour donner plus de poids à leur diagnostic et tenter de les convaincre de la nécessité de se conformer à la loi. Ils essayent également et sans succès de promouvoir la consommation des animaux sacrifiés pour atténuer les dépenses en remboursement de l'Etat, dont le budget est si lourdement grevé à la suite de la guerre et de ses conséquences. Pour la même raison, les abattages préventifs, sur l'ordre du Ministre, ne sont effectués qu'avec la plus grande modération et seulement au début de l'épizootie, car ils donnent lieu (loi du 11 juin 1868) à une indemnité représentant les trois quarts de la valeur des bestiaux.

Telles sont les causes nombreuses qui permirent l'extension des ravages de l'épizootie et provoquèrent l'envoi d'un Inspecteur général de l'Agriculture, M. Zieliński, dans le Jura. Il relève des faits de la plus haute gravité quant à l'incurie et la négligence des administrations locales dans l'exécution des règlements sanitaires. Le préfet enquête auprès des vétérinaires ; ils lui confirment que nulle part l'abattage n'a été réalisé dans les conditions commandées par la prudence, que presque partout les animaux contaminés étaient enfermés dans des écuries jusqu'à ce qu'ils périssent, laissant ainsi persister les miasmes infectieux pendant plusieurs jours. Un praticien rapporte même avoir vu « une étable dans laquelle trente-neuf cas de mortalité ont eu lieu sans que personne ne songe à éteindre ce foyer en sacrifiant les bestiaux ». Les maires ne veulent prendre aucune mesure coercitive ; leurs rares arrêtés interdisant la circulation du bétail n'ont-ils pas été rapportés par les sous-préfets eux-mêmes, à la demande des bouchers ! Ceux-ci ne se gênent guère pour expédier sur Paris et à travers des contrées encore épargnées nombre d'animaux achetés à vil prix... Quelques bonnes volontés pourtant se manifestent. Les vétérinaires des troupes allemandes offrent de travailler conjointement avec leurs collègues français pour faire respecter les lois sanitaires. Quelques mois plus tard, le général de Manteuffel, sur la supplique de Victor Lefranc, « donne l'ordre aux commandants d'étapes et aux chefs de corps de faciliter, autant qu'il dépendrait d'eux, l'action des autorités administratives et municipales

pour lutter contre les ravages de la peste bovine ». Dans toutes les communes on placarde la condamnation infligée au sieur Deban « pour n'avoir pas déclaré et avoir vendu un animal qu'il savait atteint... ». Dans les journaux locaux les éditorialistes en font le commentaire en ces termes : « le jugement devient le commentaire le plus clair et le mieux compris des règlements concernant l'épizootie et le public se convainc vite que pour être plus que séculaires, ces lois n'en sont pas moins vivantes ». Le gouvernement est fermement décidé à mettre fin aux sévices du typhus, qui n'existe déjà plus que dans les départements occupés... Un arrêté du préfet du Jura du 12 juillet lève les prohibitions énoncées dans celui du 4 mars 1871 : « ...attendu que la peste bovine a cessé d'exister dans l'arrondissement de Lons-le-Saunier et qu'elle n'a jamais été constatée dans celui de Saint-Claude ». Le ministère considère qu'il est désormais possible de bouter rapidement le mal hors du pays. Il veut tenir l'opinion au courant de sa régression et pour ce faire exige trois rapports par mois des vétérinaires déjà débordés par l'ouvrage, harcèle les préfets et se réserve le droit d'envoyer dans les départements des commissaires spéciaux avec des pouvoirs étendus. M. Halna du Fretay arrive dans le Jura en septembre et ne tarde pas à rédiger son rapport commençant par cette phrase : « Le département serait délivré du typhus contagieux, mais la désinfection n'a été faite nulle part... ». Victor Lefranc notifie au préfet en termes fort vifs : « ...la nécessité d'une initiative énergique d'autant plus nécessaire que les documents de mon inspecteur témoignent du peu d'efforts qui ont été faits pour répandre parmi les autorités municipales et les populations rurales les instructions si précises envoyées par mon administration. Ces informations concordent avec celles de M. Ziélski, à une époque où MM. les sous-préfets ne donnaient que des renseignements rassurants... ». L'Inspecteur de l'Agriculture Halna du Fretay revient dans le Jura le 27 novembre pour y prendre toutes les mesures sanitaires directement avec les maires. Dans l'hypothèse d'une réticence de l'un d'eux il doit se faire investir par le chef du département « de l'autorité nécessaire pour requérir l'application de la loi ». Il est seul habilité pour rechercher les causes de la maladie, donner ou refuser l'autorisation de tenir les foires, veiller à

l'exécution de la désinfection, surveiller le matériel destiné au transport et, le cas échéant, stimuler le zèle des agents de la force publique. Le préfet est donc réduit à un rôle purement consultatif... Désormais l'allocation d'indemnités n'est effectuée que sur présentation d'un dossier complet comportant cinq pièces : un procès-verbal d'expertise transmis dans les cinq jours et déposé à la mairie, dans lequel figure l'évaluation de l'animal faite par deux experts, l'un désigné par le maire, l'autre par la partie, la déduction du prix de vente en boucherie, s'il y a lieu, est obligatoire ; un ordre d'abattage délivré par le maire sur rapport du vétérinaire ; un certificat du maire attestant que la partie s'est conformée aux lois et règlements (déclaration des animaux malades) ; une demande d'indemnité... La désinfection de toutes les étables pestiférées est rendue obligatoire par l'arrêté du 13 novembre 1871 signé Paul Desmaret, préfet du Jura, mais dicté par l'Inspecteur. Elle est réalisée sous le contrôle d'une commission composée des vétérinaires de Lons-le-Saunier, Poligny, Dole et Arbois. Provisoirement la circulation et le commerce du bétail sont interdits, les transports sévèrement réglementés, les animaux abattus dans la première phase de la maladie ne peuvent être livrés à la consommation que dans le périmètre infecté et doivent être accompagnés de deux certificats : l'un d'un vétérinaire breveté, l'autre du maire. Ces mesures immédiatement exécutoires n'embrassent que le temps nécessaire à l'Administration pour opérer la vérification sévère de la désinfection. Courant décembre, les rapports des vétérinaires commissionnés envoyés à la préfecture font état d'une progression rapide ; de nombreux éleveurs accomplissent simultanément des travaux de modernisation de leurs étables et les retardataires promettent de faire diligence. La gendarmerie leur rappelle leurs devoirs et va même parfois jusqu'à leur prêter main-forte. En janvier 1872, Paul Desmaret, sur la demande de ses administrés, s'enquiert auprès du ministre de la date prévue pour le rétablissement de la libre circulation du bétail et de la tenue des foires. La réponse est catégorique : « Elles ne seront autorisées que lorsque la dernière écurie aura été désinfectée ». Finalement l'arrêté du 8 février 1872 donne satisfaction aux éleveurs, il stipule que : « Le 25 février les interdictions et autres mesures de police sanitaire seront levées dans tout le département ». Trois mois

ARRONDISSEMENT DE LONS-LE-SAUNIER

ARLAY	"	"	"	"	"	6	5				"
BLOIS	144	132	"	"	"		12	12			2900 F
CHILLE	98	88	"	"	"	3	6	6			1600 F
DARBONNAY	150	119	"	"	"	3	8				"
LAMARRE	252	242	"	"	"	2	10	7			2500 F
LARGILLAY	198	143	10/2/70	20/3/70	"	55					6675 F
LAVIGNY	148	144	"	"	"		3				690 F
MANTRY	553	471	21/3/70	45/5/70	"		33				"
HENETRU le VIGNOBLE	188	137	29/4/70	29/4/70	"		1	1			300 F
NEVY sur SEILLE	174	160	14/5/70	16/5/70	"	1	13				2100 F
MONRY	118	132	6/3/70	7/3/70	"		1				800 F
PANNESSIERES	106	104	"	"	"	2					450 F
PASSENANS	202	199	"	"	"	1	3	2			900 F
PERIGNY	140	114	"	"	"	10	26	16			6760 F
PLAINOISEAU	154	143	24/5/70	30/6/70	"	4	12	7			2160 F
RELANS	122	115	"	"	"	5	7	2			1050 F
VOITEUR	170	163	"	"	"	3	4				1050 F
TOTAUX					"	90	144	53			#40.000 F

ARRONDISSEMENT DE DOLE

BYARNE	171	126	"	"	"		1				"
CHAMPDIVERS	191	125	"	"	"	6	4	7		1	2425 F
CRISSEY	237	266	"	"	"	3	3			1	"
CHOISEY	183	180	"	"	"		1	2			650 F
BEVRY	169	139	"	"	"		4	6			2780 F
LONGWY	406	390	"	"	"	1		2			"
PESEUX	106	90	"	"	"	11	10	46			11085 F
RECANNOZ	144	136	"	"	"	1	7			1	1850 F
SAINT-LOUP	146	146	"	"	"	4	14	4		1	3570 F
VAUDREY	501	424	"	"	"	1	6	93		3	"
TOTAUX					"	27	50	160		4	#45000 F

ARRONDISSEMENT DE SAINT CLAUDE : AUCUN CAS

— STATISTIQUES DES DOMMAGES CAUSES PAR LA PESTE BOVINE —

ARRONDISSEMENT DE POTIGNY

COMMUNES PESTIFEREES	POPULATION BOVINE AU		DUREE DE L'EPIZOOTIE		NOMBRE D'ANIMAUX AFFECTES —						MONTANT DES PRATES DUES A L'EPIZOOTIE
	1/7/1870	31/12/1871	DEBUT	FIN	ATTEINTS	MORTS	ABATTUS		GUERIS		
							MALADES	SUSPECTS			
							ENFOUIS	ENFOUIS	ENFOUIS	COMBONES	
ARBOIS	180	167	"	"	"			13	13		2 860 F
ARSURE-ARSURETTE	425	373	8/2/70	15/6/70	82	54	28			5	19 030 F
Les ARSURES	123	91	27/4/70	13/5/70	8	2	5	1			1275 F
AUMONT	"	207	8/4/70	2/6/70	1			1			250 F
BERSAILLIN	255	240	7/4/70	7/6/70	1			1			250 F
BIEF des MAISONS	204	127	10/2/70	28/5/70	91	12	72	3	2	4	18 702 F
BIEF DU FOURB	420	390	1/2/70	21/6/70	78	6	57	15		1	17 500 F
CENSEAU	152	101	17/3/70	1/4/70	39	9	17	13	13		9000 F
LES CHALÈMES	425	285	5/2/70	29/7/70	44	9	31			4	7570 F
CHAMBLAY	400	380	2/5/70	6/6/70	13	1	12				2377 F
LA CHAPELLE	246	196	5/8/70	25/2/70	12	1	11		1		3320 F
CHAPOIS	380	360	29/5/70	29/5/70	1	1					480 F
COLONNE	499	493	9/2/70	6/5/70	37	24	13		1		6500 F
CRAMANS	425	174	18/5/70	29/7/70	81	3	73		4	5	17 685 F
CROTENAY	"	"	10/5/70	21/5/70	"			1			210 F
ESSERVAL-TARTRE	"	"	"	"	"			1			240 F
MESNAY	205	185	26/6/70	17/7/70	9		8	1	2		1260 F
MIGNOVILLARD	"	478	20/2/70	6/3/70	24	6	18			1	4855 F
MOLPRE	200	110	12/3/70	5/5/70	89	13	82				24010 F
MONTIGNY LES ARSURES	183	130	5/4/70	11/7/70	15	1	12	2			5300 F
PICARREAU	255	250	"	"	"			1			500 F
PORT-LESNEY	233	243	12/5/70	12/5/70	2	1		1			500 F
SAINT-CYR	135	95	4/5/70	7/8/70	6	1	3	1		1	1550 F
SAINT-THIEBAUD	189	183	15/7/70	30/7/70	10		10				2710 F
VADANS	127	107	12/5/70	20/5/70	5		5				850 F
VANNOZ	360	233	5/5/70	26/5/70	39	5		34			8225 F
VILLERS FARLAY	456	332	"	"	"		11			1	2345 F
Le VISENEY	190	170	24/8/70	15/9/70	11	1	9			1	"
TOTAUX					710	150	490	89	27	20	180.000 F

après le commerce des animaux reprend avec le Doubs, six mois plus tard avec la Haute-Saône. Les incertitudes de diagnostic lors d'une épizootie de fièvre aphteuse en Suisse font craindre le retour du typhus et contraignent l'Administration à une alternance d'ouverture et de fermeture des postes frontières pendant juillet et août.

Il est temps de dresser le bilan de cette dernière grande épizootie de peste bovine dans le département du Jura. Nous pensons pouvoir donner une idée des pertes qu'elle suscite dans les tableaux ci-joints. Emprisons-nous de dire qu'il ne s'agit point là de statistiques officielles, mais du rassemblement de renseignements très fragmentaires glanés çà et là dans les archives.

Mille quatre cent soixante et un bovins, d'une valeur globale d'environ deux cent soixante cinq mille francs, sont morts ou ont été abattus. En novembre 1871, l'Etat a déjà versé quatre-vingt-seize mille trois cent treize francs d'indemnités pour le département. Les estimations pour l'ensemble du pays s'élèvent à une quinzaine de millions. L'Administration relève bientôt des exagérations dans les procès-verbaux et dévoile même des fraudes scandaleuses. Aussi une commission départementale est chargée de reviser les demandes et de signaler « les coupables à la vindicte publique et d'attirer sur eux la sévérité des lois ».

Le dernier malade est abattu le 13 juin 1872 dans le Nord : ainsi s'achève la dernière épizootie de typhus contagieux en France. Elle a frappé la moitié de nos départements et causé la mort de plus de cent mille bovins.

B) LA PERIPNEUMONIE CONTAGIEUSE OU GANGRENEUSE

La Péripleumonie contagieuse des bovins, connue depuis plusieurs siècles, reste localisée jusqu'à la fin du dix-huitième à la Bavière, au Wurtemberg, à la Suisse, aux provinces italiennes du Nord.

Elle s'imisce pour la première fois en 1793 dans le district d'Orgelet, en Franche-Comté, où on la connaît sous le vocable de « murie » ou « mortalité ». Vers 1800, elle gagne ceux de

Poligny et de Salins. Sa coexistence avec la peste bovine à cette époque rend toute statistique hasardeuse. De 1817 à 1822, elle règne sous forme épizootique, puis prend une allure enzootique. Aussi préoccupe-t-elle beaucoup moins l'Autorité, ce qui lui permet une extension insidieuse, par le biais du commerce des animaux. Brusquement, en 1837, son génie épidémiologique se réveille ; ses victimes sont légions de 1838 à 1840. On dénombre encore 700 morts sur 1.759 malades déclarés dans les cinq années suivantes, où elle ne s'acharne plus guère que sur une vingtaine de communes. Pendant une décade encore, la morbidité demeure importante, mais les soins vigilants prodigués par les hommes de l'Art dès les premiers symptômes diminuent considérablement la mortalité. Puis, pressé de toutes parts, le mal, en un sursaut, essaye de se dégager : 123 bêtes à cornes lui succombent dans le Jura (32 dans l'arrondissement de Poligny, 62 dans celui de Lons-le-Saunier). Nous sommes en 1856. Pourchassé sans cesse, il n'est occis que vingt-deux ans plus tard. Il a malheureusement eu le temps d'essaimer dans toute la France, surtout dans les régions du Nord, de l'Ouest et de l'Est, et des Savoies.

Ces résultats sont acquis grâce à la valeur des moyens mis en œuvre par les autorités. Dès 1794, le Professeur Godine, de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort, est envoyé dans le département par la Commission de l'Agriculture. Dans son « Instruction sur la maladie qui affecte depuis plus de cinq mois les bêtes à cornes du district d'Orgelet », il en dresse un tableau clinique clair, à la portée de tous, et en donne une excellente description lésionnelle. Les facteurs prédominants de sa rapidité d'extension lui semblent être « l'insouciance, le découragement, les croyances absurdes des populations ». Le traitement préconisé, compose de breuvages où entrent : miel, vinaigre, sel, genièvre et même thériaque, ne doit pas être d'un grand secours. Les toniques : bols et pilules au soufre et au quinquina, ne peuvent certes pas nuire, les gargarismes à l'assa foetida et les bains de vapeur soulagent temporairement les bestiaux... Deux ans plus tard, Boutin, « artiste-vétérinaire » de Salins, « croit devoir, pour éviter les suites funestes d'un fléau aussi désastreux, ordonner le séquestre, dans diverses communes, de tous les animaux de bétail rouge... » et propose d'interdire la tenue des foires et marchés. Les mesures prises se confondent avec celles édictées

contre la peste bovine, en particulier par l'arrêté du Directoire exécutif du 27 messidor de l'An 5. Vingt années passent, quelques rares instructions sont publiées sans apporter de nouveautés. Dans l'arrondissement de Poligny, le vétérinaire Tissot (Fr.-X.) observe, note, expérimente. En 1819, paraît son célèbre « Traité de la Péripleumonie contagieuse, maladie qui règne fréquemment sur le bétail du département du Jura ». Une analyse destinée aux agriculteurs en est extraite. D'innombrables cas cliniques ont servi à son édification, toutes les variantes sont étudiées, leurs symptomatologies ciselées, leurs lésions minutieusement examinées et rapportées. Pour la première fois, les causes prédisposantes sont analysées avec précision, une thérapeutique rationnelle (tonique, eupnéique, décongestionnante) est proposée. Les mesures de police sanitaire sont clairement exposées. Cet « artiste », de sa propre autorité, va convaincre les administrateurs de leur nécessité et les inciter à prendre des arrêtés parfois tyranniques, limitant ainsi le nombre encore très important des victimes de la maladie. Quand, pendant les années 1837-1838, les populations bovines de l'Est sont décimées par une brusque recrudescence de l'épizootie, son action contribue à en limiter considérablement les effets dans le Jura. L'interdiction est mise sur de nombreuses communes et le Professeur Lecoq, envoyé sur place, en l'an 1839, pour étudier les mesures à prendre, ne décèle que quelques cas de « murie ». Il n'hésite pas à s'enquérir de son évolution auprès des praticiens locaux et à faire emprunt à Tissot et Colin de leurs connaissances sur l'étiologie du mal, pour les transcrire dans son rapport au Ministère.

Le professeur des maladies des chevaux et bestiaux à l'Ecole Royale Vétérinaire d'Alfort, O. Delafond, s'intéresse à ces problèmes pour des raisons scientifiques et sans doute pour d'autres plus lucratives. La Société d'Emulation du Jura promet une récompense de 800 F au candidat qui lui présentera le meilleur mémoire sur les maladies épizootiques du département, mais se montre très exigeante quant à la qualité du travail. En 1841, cet enseignant éminent fait imprimer son « Instruction sur les causes, les symptômes, les altérations de la Péripleumonie du gros bétail du département du Jura, les moyens de guérir et de prévenir cette maladie ». Beaucoup plus connue que le Traité de Tissot, elle s'en inspire constamment

et le met au goût du jour : la découverte de l'auscultation lui permet de compléter le tableau symptomatique. En introduisant les frictions costales avec une préparation de cantharides en poudre, euphorbe, alcool et le sternutatoire de Mathieu, il accroît les possibilités offertes par les médications classiques. La contagion de la maladie est réaffirmée à la suite de Favre, Chabert et Tissot, la période de latence fréquente avant l'extériorisation des symptômes est mise en évidence et quelques points particuliers sont précisés. L'isolement est toujours prescrit pour préserver les autres animaux du troupeau, bien que, les soins donnés à temps, la guérison soit la règle... L'ouvrage, rapidement épuisé, doit être réédité pour satisfaire la demande de très nombreux particuliers et de l'Administration, qui en envoie quelques exemplaires aux maires dès que leurs communes sont menacées. L'annuaire du département de 1850, au chapitre « Documents hygiéniques et médicaux », revient sur l'étude de la maladie. En juillet, la même année, sur la demande du Gouvernement, une Commission Centrale de la Péripleumonie contagieuse est instituée à Paris. Composée de personnages illustres : Magendie, membre de l'Institut, Yvart, Renault, Delafond, Bouley, elle se propose de faire le point des connaissances acquises, de rechercher les données économiques (achat, exploitation, commerce des animaux, coût des traitements), sociologiques (réactions du paysannat devant la loi, notions relatives aux aspects psychologiques de la vente de bestiaux malades pour la consommation et à leur inspection sur le plan de la salubrité), qui permettraient un assainissement plus rapide du cheptel. Elle s'efforce aussi de préciser le diagnostic différentiel des diverses maladies de poitrine. Des sous-commissions d'arrondissement, présidées par des vétérinaires, sont créées et se mettent en devoir de répondre au questionnaire que leur a soumis la Commission centrale. Ces rapports envoyés à la Préfecture contiennent foule de renseignements, de relations d'expériences, etc... D'après M. Prost, « il y aurait eu dans tous les arrondissements du département, depuis 1800 jusqu'à nos jours, cinq cents cas environ primitivement constatés, mais en tenant compte de tous les animaux qui ont été malades sans traitement ou de ceux qui l'ont été sans déclaration, l'évaluation peut être portée à douze cents, dont les deux tiers ont dû succomber ». Nous pensons que

cette estimation reste encore très inférieure à la réalité... Pour lutter avec plus d'efficacité contre la maladie de nombreux pays, la Belgique notamment, s'efforcent de mettre au point une prophylaxie médicale. Une technique d'inoculation sous-caudale de bave recueillie sur des bestiaux atteints ne donne pas les résultats attendus. En 1854, Germain pense à appliquer le procédé de la lacto-pyo-inoculation de Bossu à la péri-pneumonie, mais l'expérimentation de cette méthode, encouragée par la Société d'Emulation, ne recueille pas les faveurs du Président de la Société d'Elevage du Jura : il s'y oppose même nettement. Sans doute pense-t-il que les mesures sanitaires sont suffisantes pour débarrasser le Jura de la péri-pneumonie contagieuse. L'Histoire lui donne raison ; lorsque les dispositions de la loi du 21 juillet 1881 introduisent en France la vaccination willensienne et instaurent une prophylaxie mixte avec indemnités pour l'abattage des animaux malades ou morts des suites de l'inoculation, le Jura, l'un des départements jadis les plus infectés, est assaini... Il faudra sacrifier plus de dix mille bovins de 1885 à 1890 et triompher progressivement des derniers ilots de résistance pour que la France soit enfin déclarée indemne en 1905.

C) LES MALADIES CARBONCULAIRES

Sous le vocable de « charbon » sont rassemblés plusieurs syndromes. O. Delafond a le mérite de distinguer trois entités morbides : la fièvre charbonneuse, typhus charbonneux, charbon intérieur ; le charbon symptomatique ou fièvre charbonneuse avec apparition de tumeurs ; le charbon essentiel évoluant vers la gangrène, auquel se rattache la pustule maligne de la langue ou glossoanthrax de Sauvages.

Nous étudierons ces maladies dans le même chapitre bien que, dans l'état actuel de nos connaissances, cela puisse sembler peu rationnel. Ces zoonoses sont très anciennes, leur existence est signalée « dans tous les pays de montagne et spécialement dans le Jura, où le charbon à la langue occasionne une forte mortalité ».

La gravité de l'épizootie de 1797 et les descriptions faites par les « artistes vétérinaires » de ses symptômes et de ses lésions nous incitent à penser à la fièvre charbonneuse. Le traitement appliqué : camphre, eau-de-vie, jaune d'œuf et crème de tartre dans une pinte d'infusion de sauge ou d'absinthe, est calqué sur celui préconisé par Philibert Chabert, quelques années avant, en Haute-Marne. Nous ignorons tout des bénéfices de cette médication et des pertes subies par les éleveurs.

Le charbon symptomatique, appelé ici « tachet », ou « charbon blanc », qui affecte sporadiquement quelques étables, devient très commun en 1819. Les praticiens obtiennent souvent une guérison complète par la scarification et la pression des tumeurs qu'ils recouvrent de jaune d'œuf, de poudre de cantharides et de térébenthine.

La menace de propagation du glossoanthrax, qui règne aux Bouchoux, en 1821, sur tout l'arrondissement de Saint-Claude, oblige l'autorité départementale à prendre de sévères mesures. Le « maréchal vétérinaire » de cette ville est désigné « pour se transporter dans toutes les communes affectées à l'effet d'y visiter les bestiaux ». Nombre de chevaux, ânes et bœufs périssent, malgré « les saignées, les lotions fréquentes de la langue aux boissons acidules nitrées et aux parfums » et les essais de cure chirurgicale.

L'« artiste » Roidor constate en 1839 l'existence d'une épizootie de charbon essentiel : elle enlèvera plus de trente chevaux dans l'arrondissement de Dole et de nombreux autres ailleurs.

1856 : les lettres et les rapports affluent à la Préfecture. L'extension rapide du charbon bactérien à tout le département surprend tout le monde. L'arrondissement de Lons-le-Saunier compte, d'après le même vétérinaire, vingt-quatre communes infectées, avec six cents malades dont cent quatre-vingt mourront. Louvrier, praticien à Sellières, mentionne son extrême fréquence dans les cantons environnants ; d'après Tissot, dix-sept chevaux et quatre-vingt-huit bovins succombent dans celui de Poligny et dix chevaux crèvent aux environs de Saint-Claude... En raison des pertes encore importantes estimées à une centaine de têtes dans les seuls trois premiers mois de l'année suivante, le professeur Lecocq vient en mission dans le département. Il constate, fin avril, une nette régression de l'épizootie qui semble prendre un caractère d'enzootie ne

tuant que six bovins en 1858. Mais, dès l'année suivante, trois communes sont très éprouvées et perdent quarante-huit animaux, et en 1860, elle frappe le tiers de la population bovine des cantons de Lons-le-Saunier et Sellières et provoque la mort de soixante-sept grosses bêtes à cornes dans l'arrondissement de Dole. Deux décades s'écoulent pendant lesquelles nous manquons d'information. En 1878, plusieurs communes sont à nouveau gravement infectées et le vétérinaire Louvier, qui a acquis une grande expérience de cette maladie, demande à être adjoint à Pasteur pour étudier l'étiologie et la prophylaxie de la fièvre charbonneuse. Le Préfet ne donne aucune suite à sa requête, il préfère conserver les vétérinaires à son service. D'une vingtaine en 1880, le nombre des animaux qui décèdent de la maladie s'abaisse progressivement à environ cinq en 1900, exception faite de la recrudescence de l'année 89, pendant laquelle seize sont enfouis et soixante-dix livrés préventivement à la boucherie.

Durant la même période, le charbon symptomatique tue environ trois animaux par an. Mais étant donné la curabilité relative de cette maladie, dont la morbidité reste importante, il faut se méfier des statistiques : les vétérinaires ne s'appesantissent guère sur les décès qu'ils auraient pu constater.

Les méthodes de prophylaxie médicale mises au point par Pasteur pour le charbon bactérien et par Arloing et Thomas pour le symptomatique rendent la lutte contre les maladies carbonculaires extrêmement efficace.

D) LA FIEVRE APHTEUSE

La première description moderne, connue, de la maladie est consignée dans le « *De aphtis pecorinis* » de Sagar (1764). Venue de Moravie, l'épizootie envahit plusieurs provinces françaises. Dès lors, elle étend périodiquement ses maléfices sur quelques contrées de notre pays. De 1809 à 1812, par une fâcheuse expansion, elle frappe toute la France ; le taux important de mortalité dans le pays d'Auge sollicite l'attention du Gouvernement. Le nombre de malades est élevé dans le Jura. Les vétérinaires conseillent de promener les animaux

dans la rosée matin et soir et de leur laver la bouche à l'eau vinaigrée. Ces soins rudimentaires donnent d'excellents résultats. Dans le département, ce n'est qu'en 1838-1839 que l'« artiste vétérinaire » Jeannin note sa grande morbidité. Il voit une étiologie possible dans la consommation d'euphorbiacées. Citée dans les rapports à partir de 1856, elle y reprend une plus grande place de 1862 à 1864, pour emplir leurs pages des récits de ses ravages en 1868 : elle tue alors un malade sur huit.

Pendant quelques années elle se réfugie en Europe Centrale. En 1874, son infiltration en Suisse amène l'interdiction du transit des animaux avec le Jura, retardant de près d'une année l'invasion de ce département. Les vétérinaires, aussitôt consultés sur la contagion éventuelle à l'homme par inoculation ou par ingestion de lait, affirment ne jamais l'avoir constatée. Cette réponse tranquillise le Ministre de l'Agriculture et du Commerce qui, alarmé par une épidémie de fièvre aphteuse à Eagly, en Angleterre, avait ordonné une enquête. En France, la « cocotte » n'inquiète guère les autorités locales. Les cultivateurs la regardent comme un « mal nécessaire ». Il n'est donc pas étonnant qu'en 1880, Tirard, ministre, apprenne fortuitement son existence. Fort irrité par l'incurie des préfets, il leur fait subir les foudres de sa colère, lesquelles ne peuvent manquer de retomber sur les maires !... On est stupéfait de constater les sévices de l'épizootie dans les quatre arrondissements de Lons-le-Saunier, Dole, Poligny, St-Claude, avec respectivement 152 communes atteintes sur 212, 44 sur 138, 41 sur 52, 56 sur 82. Aucune mesure sanitaire n'ayant été prise, la séquestration est ordonnée. Les agriculteurs n'en tiennent aucun compte... Même après la promulgation du décret-loi du 22 juin 1882, en application de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, les infractions restent fréquentes.

En 1883, la fièvre aphteuse est signalée sur des moutons, en provenance d'Algérie, abattus à Lons, puis du côté de Poligny à la suite d'un passage de bœufs venant du Morvan. Elle s'étend bientôt aux quatre cinquièmes de cet arrondissement. L'isolement, respecté en règle générale, ne peut empêcher le virus de sévir bientôt également dans ceux de Dole et Lons-le-Saunier. La grande forêt de Chaux protège celui de St-Claude. Les avis des professeurs consultés sur les mesures à prendre diffèrent : Reyrol se contente de quelques conseils hygiéniques,

alors que Galtier voudrait voir la séquestration appliquée, les foires et marchés interdits ; il demande aussi la création d'abattoirs spéciaux. Pendant ce temps, les éleveurs aèrent largement leurs écuries, envoient leurs animaux aux champs et n'appellent le vétérinaire que pour les cas graves ou désespérés, tant ils redoutent la mise en application de tels principes. La « cocotte » existe dans presque tout le département, et seul le maire de Louvatange en a fait la déclaration. Le Préfet en rappelle l'obligation « à tous les autres qui, oublieux de la loi, ne sont pas fâchés de l'être ». Finalement, la maladie s'éteint d'elle-même dans la région et regagne ses quartiers d'Europe Centrale. Deux ans plus tard, elle s'immisce encore en Suisse et, malgré l'interdiction de tout transit de bétail avec ce pays, s'introduit dans le village frontalier des Rousses, gagne Morez, les Planches, la Chapelle-du-Bois, Crotenay ; franchit aussi le poste frontière de Lajoux, arrive à Lamoura, mais est refoulée par des mesures appropriées. Retombée dans l'oubli quelque temps, elle reprend peu à peu, pour atteindre son paroxysme en août 1899, où 345 étables sont déclarées infectées... Pendant le même mois, l'année suivante, 68 le seront encore...

Contrairement aux deux épizooties étudiées précédemment, elle continue ses méfaits jusqu'à ces dernières années, où est mise au point une vaccination efficace et organisée une prophylaxie médicale obligatoire sur toute l'étendue du territoire.

E) LES MALADIES EPIZOOTIQUES DES EQUIDES

Dès les campagnes de la Révolution française, des décisions rigoureuses visant l'isolement des chevaux morveux sont édictées. En l'An V, François de Neufchâteau, ministre de l'Intérieur, rappelle aux Administrations départementales les dispositions de l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 août 1784. Il indique les caractères distinctifs de la maladie et insiste sur la nécessité d'abattre les animaux malades ; il renouvelle les modalités de désinfection des harnais et des locaux. Le farcin ne sévissant jusqu'ici que dans les unités de cavalerie, va peu à peu, par la vente des animaux de réforme, se répandre dans les campagnes et atteindre son paroxysme entre 1830 et 1850, où l'on compte

en France des dizaines de milliers d'équins infectés. A cette extension il y a deux raisons. La doctrine des Lafosse sur la non-contagiosité de la morve reprise par Renault, Bouley, Delafond, et l'allure insidieuse et chronique de l'affection. Les « artistes » se trouvent placés devant un dilemme : satisfaire leurs clients en prodiguant leurs soins aux animaux dont certains guérissent, au moins en apparence, ou obéir à la loi sensu stricto et dresser contre eux les agriculteurs. Aussi vont-ils adopter, jusqu'en 1850, une solution de demi-mesure en faisant abattre les équidés atteints de maladie aiguë et ceux atteints de façon chronique mais présentés sur une foire ou dans un lieu public (auberge, relais, etc...). Puis la police administrative devient plus sévère, les vétérinaires, mieux soutenus, peuvent se montrer intransigeants. Des rapports sont à nouveau adressés au Préfet et nous pouvons y lire que dans le seul arrondissement de Lons-le-Saunier, axe commercial du Jura, soixante-sept chevaux sont sacrifiés en 1853, quarante-deux l'année suivante et de cinq à quinze tous les ans jusqu'en 1860. Corrélativement, dans le reste du département, nous estimons les abattages annuels à une dizaine. Jusqu'en 1878, nous ne possédons plus de renseignements statistiques précis. Le mal n'est pas vaincu pour autant, une circulaire ministérielle (381) du 5 mai 1879, reprise par celle du 8 avril 1880, va donner un renouveau à la lutte : « A la suite d'un vœu émis par la Comité Consultatif des Epizooties, M. le Ministre de la Guerre consent à ce que les opérations des commissions de classement des chevaux susceptibles d'être requis pour le service des Armées soient utilisées dans un but sanitaire en vue de l'extinction de la morve... ». Un état indicatif des animaux reconnus atteints ou suspects de morve est transmis le jour même de la clôture des travaux au sous-préfet, lequel délègue immédiatement sur les lieux le vétérinaire du Service des Epizooties avec mission de visiter les chevaux et de requérir de l'autorité locale les mesures nécessaires. Souvent les animaux mis sous séquestre ne sont atteints que de maladies bénignes et guérissent rapidement grâce à un traitement adéquat, mais si le diagnostic de morve est confirmé, l'abattage est aussitôt effectué, une enquête épidémiologique ouverte : elle permet de retrouver les sources de la contagion et de les éliminer. Ainsi presque tous les équins subissent une visite de santé chaque année, soit directement,

soit indirectement. En huit ans, de 1878 à 1881, environ cent vingt malades sont abattus. L'utilisation toute récente de la malléination détecte les infections latentes et pour la première fois en 1900, aucun cas de maladie n'est signalé, ce qui veut seulement dire qu'elle est en voie d'extinction. Souvenons-nous qu'elle réapparaîtra dans les armées belligérantes de la première guerre mondiale.

D'autres épizooties ont sévi sur des équidés dans le département ; dès 1795, Gilbert s'inquiète de la présence dans le pays du vertige abdominal, Girard se refuse à lui donner un nom. Ce pourrait être la fièvre typhoïde. Signalée par Colin en 1839, elle tue deux chevaux, puis réapparaît dans le canton de Dole en 1852 et dans celui de Lons en 1853 ; elle survient de nouveau dans le premier en 1859 : les quatre cinquièmes des chevaux qui la contractent en meurent. L'année suivante, elle gagne alentour, tuant un vingtième des animaux atteints, puis l'on perd sa trace. Lons-le-Saunier, en 1857, voit se développer une pleuro-pneumonie qui affecte deux cents solipèdes, mais grâce à l'instauration d'une thérapeutique énergique et efficiente, huit seulement succombent.

Nous pouvons donc écrire qu'à la fin du XIX^e siècle, les épizooties graves reculent devant les mesures sanitaires, tandis que les autres sont efficacement combattues par des traitements appropriés.

F) LES MALADIES DU MOUTON

Sous l'Empire, le désir d'accroître la production lainière nécessite l'implantation de béliers de race Mérinos dans les différents départements. Dans le Jura, vers 1808, cinq reproducteurs sont placés chez le sieur Delande, à Acey, pour y servir à la monte publique et « faire abandonner la vile espèce qui végète en cette contrée ». Par la méthode du croisement d'absorption, il obtient bientôt sur son propre troupeau, partie Bourgogne, partie Roussillon, des résultats fort avantageux. Les autres propriétaires restent cependant réticents et n'envoient aucun des leurs suivre les cours gratuits d'élèves bergers dans les écoles de Rambouillet, Trèves et Perpignan. Montalivet

pense alors à organiser des concours, à créer des jurys pastoraux, dont M. Duhamel, élu président pour la circonscription jurassienne, est l'un des éléments les plus écoutés, et surtout à distribuer des médailles, ce qui, dans notre pays, ne peut manquer son but... Malheureusement nous sommes en 1813 et une épizootie de clavel, qui a pris naissance dans le Midi, gagne l'Est. Le département semble être cette fois épargné, mais il n'en sera pas de même en 1839 dans les cantons d'Orgelet et Arinthod. Il est vrai que la clavelisation, dont la technique a été présentée par Girard dès 1818, en atténue considérablement les effets.

D'autres maladies ravagent le pays. Particulièrement un polyparasitisme externe et interne avec douves et « crinons » (strongles pulmonaires). Huzard et Tessier qui, dans leur « Instruction sur la pourriture » de 1817, proposent à titre curatif l'ingestion de trente grammes de poivre infusé pendant vingt-quatre heures dans un litre de vin, blanc de préférence, reconnaissent « qu'on ne doit pas se flatter de guérir la maladie ». La cachexie aqueuse prélève un lourd tribut : en 1856, d'après Tissot, sur les 4.592 moutons des cantons de Poligny, Arbois, Villers-Farlay, 305 meurent. D'autres vétérinaires estiment que la variabilité des pertes subies par le troupeau au cours des années 1856-1860 est de 5 à 18 %. Vingt ans plus tard, les sévices exercés par la maladie sont toujours importants et le resteront jusqu'à la découverte relativement récente de douvicides et stronglicides vraiment efficaces.

La lecture des rapports de gendarmerie nous apprend l'extrême fréquence du tournis vers 1884.

A la lumière de ces faits, nous pouvons écrire que si l'élevage ovin du Jura n'a sans doute pas été épargné par les grandes contagions — nous n'avons aucun renseignement précis à ce sujet — il a été très éprouvé par les maladies parasitaires.

G) LES EPIZOOTIES DU PORC

Soigneusement tenus à l'écart, pour des raisons psychologiques, les porcs demeurent longtemps prisonniers de l'élevage familial. L'intérêt porté à leurs maladies est donc des plus

restreints ; aussi restent-elles souvent méconnues. C'est par le biais de la salubrité publique que l'on prête attention à cette espèce : une circulaire du Comte Decaze, parue en 1819, interdit la mise en vente aux Halles de Paris des animaux atteints de ladrerie. On croit celle-ci héréditaire et la castration est proposée avec beaucoup de sérieux comme moyen prophylactique. Le sieur Mermet, vétérinaire à Arbois, suggère plus simplement de placer les goretts dans des lieux salubres et de veiller à leur propreté. Le retrait de la consommation des porcs particulièrement infestés effectué par les vétérinaires paraît souvent abusif aux yeux des charcutiers et ce, même après la promulgation de la loi de 1881 réorganisant l'inspection des abattoirs.

— Des maladies rouges au dix-neuvième siècle, nous savons seulement qu'elles furent très meurtrières. Pasteur envoie, en 1883, son préparateur dans le département afin d'y effectuer des prélèvements pour continuer ses recherches sur le rouget. Il vient en personne expérimenter à Dole l'an suivant et travaille en collaboration avec les vétérinaires locaux pendant l'épizootie qui tue neuf malades sur dix et réduit d'un quart la population porcine de la région. Gueytand et Pasteur lancent aux maires un appel en faveur de la vaccination. Seul celui de Chissey répond favorablement. Chaintre, autre praticien de la localité, écrit au Sous-Préfet : « ...il faut y obliger certaines communes, le vaccin est gratuit... il suffit de deux injections à quinze jours d'intervalle et il n'y a qu'à payer le déplacement du praticien, avec la location, le nettoyage et le transport des seringues... La durée de protection est d'un an... ». Finalement, quelques éleveurs se décident et les résultats acquis grâce à la valeur de la méthode lui permettent de triompher des plus circonspects. Le rouget n'est pas vaincu, mais ses effets sont considérablement atténués. Remarquons qu'à l'époque il n'est pas maladie réputée contagieuse et que les malades sont presque toujours livrés à la consommation, ce qui représente un grand danger d'anthropozoonose.

Quant à la fièvre aphteuse, on ne fait que mentionner son existence à chaque épizootie sévissant sur le gros bétail, mais les dommages qu'elle occasionne n'en sont pas moins considérables.

En 1893, les pertes énormes dues à une hépatite infectieuse sur les porcelets à la mamelle soulèvent un grand émoi sur-

tout dans le canton de Chaumergy où l'élevage est réalisé sur un plan semi-industriel. Pasteur, les professeurs des Ecoles de Lyon et d'Alfort étudient le problème ; Nocard isole plusieurs staphylocoques. Finalement, cette petite épizootie cède à une bonne désinfection du cordon ombilical : c'est, à notre connaissance, la dernière du siècle.

CHAPITRE II

LES MOYENS DE LUTTE

A) L'ASCENSION DE LA PROFESSION VETERINAIRE

Les modalités du recrutement. L'enseignement.

Lors de la fondation des Ecoles, maints intendants « se montrent désireux non seulement que plusieurs particuliers se déterminent d'eux-mêmes à s'y rendre, mais encore que dans les gros bourgs, qui ont des revenus communs, de bons sujets soient choisis parmi les habitants pour y être envoyés ». Ils approuvent volontiers « cette dépense fort bien placée ». Aussi la majorité des élèves est-elle défrayée de son entretien pendant la durée des études par les généralités et les diocèses caressant l'espoir de les voir accourir dès l'apparition de la moindre épizootie. Ils ont la certitude qu'ils reviendront, leur scolarité achevée, exercer l'art en ces lieux ; pères ou parents solvables en ont pris pour eux l'engagement et devraient rembourser toutes les dépenses engagées s'il prenait fantaisie à leur descendant de s'installer ailleurs... Sous la Révolution, la loi du 29 Germinal de l'An 3 sur l'organisation des Ecoles prévoit l'admission de garçons de seize à vingt-cinq ans, mais celle sur la conscription les réclame à vingt, obligeant nombre d'entre eux à abandonner leurs cours sans les avoir terminés. Pour obvier à cet inconvénient, le gouvernement arrête en 1806 que les aspirants aux places gratuites ne pourront être admis au delà de la première moitié de leur dix-septième année ou après leur vingtième s'ils ont satisfait à leurs obligations militaires. Très précautionneux les départements exigent, sous l'Empire, un cautionnement de six cents francs garanti sur hypothèque d'immeubles mais ne contraignant les jeunes « artistes » d'y fixer leur résidence que pendant six ans. Après 1825, n'entrent dans les établissements d'enseignement vétérinaire que « des élèves à leurs frais », la gratuité n'est accordée « qu'en fonction de leur conduite et du sérieux de leurs études ». Un régime de demi-bourse est instauré en 1874 ; deux sont octroyées à chaque département avec obligation pour les jeunes gens

désirant en profiter de respecter la partition de la France en trois zones d'influence autour d'Alfort, Lyon, et Toulouse. Il est aisé de concevoir que ces vétérinaires seront étroitement dépendants des administrations locales. D'ailleurs Bredin ne manque jamais d'inviter les préfets en leur adressant les certificats de capacité de ses disciples « à leur remettre en présence d'un certain nombre de personnes témoins de l'éloge que vous pourriez faire de leur bonne conduite et de l'art auquel ils se destinent commençant à leur attirer ainsi la considération des cultivateurs et des propriétaires... peut-être conviendrait-il aussi que rendus dans leurs cantons ils y fussent installés avec quelque éclat par les administrations municipales ».

Des sursis renouvelables sont susceptibles d'être accordés à partir de 1874 aux élèves qui, avant tirage au sort de leur classe, ont contracté l'engagement conditionnel d'un an prévu par l'article 53 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'Armée.

Les conceptions sur l'orientation à donner à la profession changent. Etre vigoureux et bon maréchal ne suffit plus. La formule chère aux Lafosse : « La ferrure est la base des connaissances vétérinaires », terre à terre, est déjà désuète. Mais l'évolution va être d'une lenteur désespérante. En 1801, Aygalencq, médecin et ancien élève de l'Ecole de Lyon, écrit encore au sujet de ses ex-condisciples : « sachant à peine lire et écrire, ils ne peuvent acquérir de solides connaissances médicales ». Les diplômés ne se distinguent guère plus des empiriques des campagnes par leur savoir que par leur allure. Montalivet note en 1808 l'existence d'une mauvaise tenue chez la majeure partie des étudiants : « ... plusieurs sont à peine vêtus et manquent d'objets de première nécessité ». Aussi tente-t-il d'y remédier en imposant la confection d'un trousseau fort complet ou ne sont oubliés ni les bonnets de nuit de coton, ni les guêtres noires de drap ou de casimir. Mais l'habit ne fait pas le moine et l'année suivante une liste de livres et instruments obligatoires est publiée... Des faits aussi évidents que la pénurie d'« artistes » en France, l'insuffisance de leur instruction et le défaut d'organisation de la profession ne peuvent échapper à la perspicacité de Napoléon I^{er}. Il participe à l'élaboration du décret du 15 janvier 1813 visant à combler ces graves lacunes. L'Empire est doté de cinq écoles : Lyon,

Alfort, Turin, Aix-la-Chapelle, et Zutphen. Toutes dispensent un premier cours dont voici le programme : grammaire, anatomie et extérieur des animaux, botanique, pharmacie et matières médicales, maréchalerie et forge, jurisprudence, traitement des animaux malades. Après trois années les élèves obtiennent le « brevet de maréchal vétérinaire ». Quelques-uns vont se perfectionner à Alfort en suivant le second cours de deux ans comprenant : économie rurale, haras et éducation des animaux domestiques, zoologie, physique et chimie appliquées aux maladies ; et reçoivent le titre de « médecin vétérinaire ». Malheureusement, cette réforme crée des dissensions dans la profession et minimise la valeur du premier diplôme aux yeux des populations rurales. C'est là qu'il faut trouver l'explication de cette prétendue supériorité de l'école voisine de Paris, aujourd'hui encore si communément répandue dans l'opinion publique. Pourtant l'ordonnance du 1^{er} janvier 1825 a depuis bien longtemps déjà rétabli l'égalité des trois établissements d'enseignement vétérinaire (Lyon, Alfort, Toulouse récemment édifié) en portant à quatre ans le temps de scolarité et en conférant le même titre de « vétérinaire » à tous les élèves sortants... Renault a l'immense mérite de comprendre que la constitution d'une élite professionnelle est urgente. Il intervient auprès du gouvernement qui procède par étapes. En 1843 Cunin-Grindaine annonce les nouvelles conditions d'admission dans les Ecoles. Des connaissances sur la langue française, l'arithmétique, la géométrie, la cosmographie, l'histoire et la géographie sont requises. Les titulaires du baccalauréat ou du certificat d'instruction agricole délivré par les Ecoles Nationales d'Agriculture sont dispensés d'examen, mais l'épreuve de forge qui rebute de nombreux candidats n'est supprimée qu'en 1866. Une réforme du recrutement s'avère de plus en plus nécessaire : toute amélioration de la situation sociale des vétérinaires est liée à l'exigence d'études secondaires complètes. Cette conception est admise par Jules Develle sur les instances de Nocard et Chauveau et malgré l'opposition de nombreux enseignants qui redoutent un fléchissement trop sensible des élèves. Il prend le décret du 18 février 1887 mis en application en 1890. L'enseignement dispensé par des maîtres éminents est alors réparti en huit chaires : anatomie, physiologie, physique et chimie, maladies contagieuses et police

sanitaire, jurisprudence et inspection des viandes, pathologie médicale et anatomie pathologique (séparées en 1898), pathologie chirurgicale, obstétrique et ferrure, histoire naturelle - hygiène - zootechnie. La pathologie du bétail, matière essentielle, n'est individualisée qu'en 1893, des promoteurs conscients des réalités en émettent le souhait depuis plus d'un siècle ; l'obstétrique lui est rattachée.

B) LES GRANDES DECOUVERTES DES SAVANTS VETERINAIRES

Corrélativement, durant le XIX^e, les vétérinaires vont apporter leur contribution à la mise en évidence des germes infectieux et s'illustrer dans la recherche des moyens propres à prévenir les affections qu'ils engendrent.

Dès 1779, Chabert publie de nombreux mémoires dont un sur la morve et un sur la péripneumonie, un « Traité des maladies vermineuses » et un « Traité du charbon ou anthrax des animaux ». Dans ce dernier, il décrit plusieurs variantes symptomatiques reconnues ensuite comme des entités morbiles par O. Delafond et le médecin C. Davaine... J.B. Huzard s'occupe des mêmes problèmes, il rédige aussi un « Essai sur les maladies des vaches laitières ». Il est membre de la Société Royale de Médecine, de l'Académie des Sciences, du Conseil Central de la Vaccine et comme tel contribue à l'extension de cette prophylaxie, enfin co-fondateur du Conseil de Salubrité il se met au service de l'hygiène publique... Gilbert prête toute son attention à l'élevage et à la propagation du mérinos et par ce biais est amené à étudier le claveau et à rechercher l'étiologie des maladies charbonneuses... Celle des tumeurs gangreneuses est pénétrée avec une rare perspicacité par Girard qui démontre aussi la possibilité de transmission interspécifique de cette enzootie. Barthélémy l'Aîné avait déjà mis en évidence son inoculabilité, ainsi que celle de la gangrène putride. Soixante ans plus tard, Pasteur découvre le vibrion septique.

Avec Delafond, nous entrons dans la période prépastorienne. Après Rayer et Davaine, il décèle au microscope les bâtonnets charbonneux mais surtout réussit à les cultiver in vitro et

devine la « spore » qui tient une si grande place dans l'étiologie de cette épizootie. Victime des railleries de ses contemporains, il n'ose se prononcer sur le problème essentiel : ces « petits corps filiformes » sont-ils la cause ou l'effet de la maladie. Pasteur et Joubert puis Chamberland et Roux en feront la démonstration expérimentale. La même année que Renault il prouve la contagiosité du « choléra des poules » et étudie les possibilités de transmission de cette bactérie à diverses espèces par ingestion ou inoculation. Toussaint la cultive en urine neutralisée. C'est avec ces germes que Pasteur fit en 1880 ses tentatives d'atténuation des « virus » et de vaccination contre la maladie aviaire. Partant de là, il réussit avec Chamberland et Roux à conférer la résistance à l'infection charbonneuse au mouton grâce à un « virus-vaccin » obtenu en diminuant la virulence de la bactériidie. Toussaint avait déjà procuré l'état réfractaire mais son procédé d'obtention du vaccin par chauffage se montre trop brutal et infidèle dans ses résultats... Chauveau, Arloing, Cornevin et Thomas mettent au point celui du charbon symptomatique en traitant par la chaleur de la poudre de muscle infecté contenant le *Bacterium chauvœi*. L'illustre physiologiste élabore en 1887 une théorie de l'immunité basée sur la présence de contrepoisons chez les animaux immunisés : première idée des anticorps et des antitoxines. Quelques années plus tôt, en 1881, trois ans avant Pasteur, un autre professeur de l'Ecole de Lyon, Galtier, inocule de la salive de chien enragé à des moutons et montre que cette technique est capable de les mettre à l'abri de cette terrible anthro-pozoonose. Nocard et Roux écriront à ce sujet : « ...les expériences de Monsieur Galtier n'ont pas fixé l'attention, au moment où elles furent publiées, comme elles le méritaient... ». D'autres contagions requièrent le travail des vétérinaires, en particulier les varioles. Depuis que Jenner (1796), à la suite de sa géniale découverte, s'est servi de la vaccine pour prévenir la maladie chez l'homme, de très importantes recherches ont été entreprises. Pételard reconnaît « la nature variolique » d'une éruption siégeant autour de la bouche du cheval et sa contagiosité à l'homme. Henri Bouley, professeur de l'Ecole d'Alfort, lui donne le nom de « horse-pox ». En 1865, cet enseignant par une judicieuse mise en œuvre des connaissances qu'il avait acquises chez nos voisins et une application

rigoureuse des mesures de police sanitaire parvient à préserver la France de la peste bovine. Les maladies contagieuses sont l'objet de ses conférences au Muséum. Elles sont publiées en deux volumes ayant pour titres : « Le progrès en médecine par l'expérimentation » (1882) et « La nature vivante de la contagion - Contagiosité de la Tuberculose ». Orateur talentueux, il se fait l'ardent propagateur, l'apôtre enthousiaste des découvertes de Pasteur et de ses émules partout où l'occasion s'en présente : au Muséum, à l'Académie de Médecine, à celle des Sciences.

Pour clore cette longue énumération de noms prestigieux, il nous faut encore citer Nocard. Après s'être livré en compagnie de son grand ami Roux à une série d'expériences sur la diphtérie, il s'ingénie, avec le plus complet désintéressement, à mettre au point les techniques permettant d'immuniser le cheval et de recueillir aseptiquement son sang. Il continue avec son fidèle compagnon et les célèbres pastoriens Laveran et Metchnikoff à la préparation du sérum spécifique antidiphtérique (1894) ; puis, en 1897, préside à la préparation initiale (avec Roux, Vaillard et Borrel) du sérum antitétanique et à ses premières applications pratiques. Ce chercheur infatigable étudie encore la lymphangite ulcéreuse du cheval, la mammite gangreneuse de la brebis, les relations entre les tuberculoses humaines et aviaires, la piroplasmose du chien, les réactions à la tuberculine (chez les bovins), à la malléine (chez les équins), le microbe de la péripneumonie, etc...

Voici brossé le tableau bien incomplet des principales découvertes des vétérinaires français en lutte contre les épizooties. Ils s'illustrèrent dans bien d'autres disciplines, mais nous nous en tiendrons là pour ne pas quitter l'objet de notre étude.

Laissons Pasteur résumer les causes de la remarquable progression de l'Art vétérinaire et conclure : « Depuis quelques années, cette profession s'est élevée dans l'estime publique. J'ai la conviction que cette estime lui est acquise pour la plus grande part grâce aux travaux de Bouley, Chauveau, Arloing, Toussaint, Colin, Trasbot, Nocard. Si elle doit tant à Monsieur Bouley, c'est qu'il n'a cessé de bien comprendre ce qu'elle gagnerait par les travaux scientifiques de ses Ecoles et de tous ceux qui parmi les vétérinaires se distinguent par des recherches personnelles... Le secret pour lui donner la place qu'elle

mérite est d'avoir à sa tête une élite de professeurs et de savants ».

C) L'ORGANISATION DES SERVICES SANITAIRES

La lutte contre les grandes contagions exige non seulement les qualités de thérapeute acquises dans les Ecoles, mais aussi l'édification d'un système administratif complexe doté de moyens législatifs et coercitifs. Ces deux entités, longtemps séparées, vont se rapprocher : c'est l'histoire de la création et de l'organisation du service sanitaire.

1° Les origines.

Les premiers écrits de Police Sanitaire en France sont consignés dans les Arrêts du Conseil du Roi édictés de 1714 à 1760. Remarquables par leur rédaction, ils s'inspirent des méthodes préconisées par Lancisi, premier médecin du Pape Clément VII, pour protéger les Etats de l'Eglise de la peste bovine en 1711. L'Ordonnance royale du 8 juillet 1763 procède de la même conception ; enfin l'arrêt du Conseil d'Etat du 16 juillet 1784 est le point de départ de toute la législation moderne : il prescrit, entre autres, la nomination d'experts choisis de préférence parmi les élèves des Ecoles. Malheureusement ceux-ci, issus de milieux modestes, même nantis de leur toute fraîche érudition, ne détiennent pas toujours la confiance du public qui leur reproche leur vanité. Cela n'empêche pas les diverses autorités de chercher à s'assurer leurs services en les rétribuant comme garde-haras ou en leur allouant une indemnité pour soins dispensés aux animaux du Roi et de la Province. Ainsi, quand la conjoncture l'exige elles peuvent aussitôt les employer à combattre les contagions. A cette époque, et dans le même but, de nombreux élèves sont députés dans les provinces mais ils restent toujours placés sous l'autorité du Directeurs des Ecoles et ne communiquent leurs observations à Messieurs les Intendants qu'à titre d'information.

Sous la Révolution, moult réformes sont envisagées mais seul l'emploi des vétérinaires dans la cure des épizooties subit une amorce de réglementation ; pour le reste, de larges emprunts sont faits aux lois promulguées sous la Monarchie, mais l'on s'ingénie à trouver quelque écrit reprenant les mêmes idées en évitant soigneusement de citer ses sources exactes. Notre profession acquiert auprès de l'Administration, qui en a le plus grand besoin, un immense crédit. Sous son égide, les praticiens consacrent le plus clair de leur temps à une médecine collective en partie aux frais de l'Etat. Ils bénéficient de toute sa confiance quant aux traitements à appliquer et aux dépenses à engager en produits pharmaceutiques, mais en contrepartie doivent fournir des rapports circonstanciés sur leurs activités, Cette tâche immense accomplie, une honnête rétribution leur semble justice, aussi quelle est leur surprise et leur amertume quand seuls des flots de félicitations viennent emplir leur gousset. C'est là une des origines de la méfiance, voire de la désaffection, que montreront longtemps les vétérinaires pour tout ce qui a trait aux services publics.

2° Le décret du 15 janvier 1813.

Il régleme l'exercice de l'Art vétérinaire en France et stipule que les « médecins et maréchaux vétérinaires » sont exclusivement employés par les autorités civiles et militaires pour le traitement des animaux. Il offre également, dans ses articles 15 et 16, aux préfets et aux sous-préfets la possibilité de rémunérer, sur les fonds départementaux, un « médecin vétérinaire » au chef-lieu de Préfecture et des « maréchaux vétérinaires » résidant aux chef-lieux d'arrondissement. Les autres villes et communes peuvent ainsi, sur leur propre budget, rétribuer un praticien. En compensation, tous sont tenus d'ouvrir un atelier de maréchalerie et de former des élèves qui obtiennent en deux ans le certificat de maréchal expert visé par l'autorité dont dépend directement leur enseignant... Précisons trois points : Ces institutions ne sont jamais obligatoires, mais laissées à l'entière initiative des préfets ; les différences d'indemnités attribuées aux vétérinaires attachés au département, dues

au titre et à la résidence, n'impliquent ni hiérarchisation ni même coordination ; ils sont conseillers des autorités, mais ne disposent d'aucun droit de contrôle sur leurs confrères restés indépendants.

3° Fluctuations et acéphalie.

a) *Primauté des vétérinaires d'arrondissement dans la lutte contre les épizooties.*

Dès novembre 1814, le Ministère donne son approbation aux nominations de : Colin résidant à Lons-le-Saunier, Ecouchard à Dole, Drouillet à Poligny et Tissot à Saint-Claude. Tous « maréchaux vétérinaires », ils reçoivent le même traitement de 800 Francs... Bientôt les épizooties qui s'abattent sur le Jura : Peste bovine en 1811, Péripleumonie contagieuse de 1817 à 1822, Charbon en 1814, Glossoanthrax en 1821, les obligent à donner toute leur mesure. Par leur zèle ils gagnent la confiance de l'Administration qui, incompétente, se décharge bientôt sur eux d'une partie de ses prérogatives. Nommés experts, ils parcourent les campagnes, établissent, si elles ne l'ont été, les déclarations de maladies contagieuses, effectuent en compagnie des maires des perquisitions dans les écuries, estiment les bestiaux, se font ouvrir les fosses, autopsient les morts, et, se livrent à des investigations de toutes sortes... De retour à leur domicile, ils s'empressent de rédiger leur rapport. Ils y consignent tout d'abord les ordres de l'autorité qui leur a confié la mission, puis dressent la liste des communes et villages parcourus, inscrivent les noms des propriétaires détenteurs d'animaux malades, relèvent le signalement de ces derniers, en notent l'espèce et le nombre. Enfin, ils brossent le bilan des bestiaux infectés, morts, abattus, ou guéris. Certains même, comme Tissot en 1819, publient des mémoires à la portée de tous pour éclairer leurs concitoyens et engager leurs confrères à détecter le mal dès son apparition et lui appliquer les règlements de police sanitaire appropriés... La mise en place de la « barre provisoire » est effectuée par les maires généralement après consultation de leur praticien attitré, mais ils doivent aussitôt en référer à l'autorité d'arrondissement. Celle-ci pré-

vient le préfet et mandate son vétérinaire conseiller lui déléguant tout pouvoir pour établir une « barre définitive » et l'ôter quand il le jugera opportun. De 1818 à 1822 des interdictions (tel est le mot officiel depuis le 24 avril 1821) extrêmement nombreuses sont jetées pour entraver le développement des épizooties. La région subit un véritable blocus économique et grand est le mécontentement des agriculteurs. D'innombrables fraudes, très souvent impunies, rendent l'exercice de la police sanitaire difficile malgré le labeur harassant que s'imposent les vétérinaires commissionnés pour faire respecter la loi. Le Conseil Général du Jura, dans sa mansuétude, leur reconnaît le titre de « Conseillers permanents auprès de l'Administration » et « soumet l'exercice de l'Art dans les communes interdites à un ordre de l'autorité », leur confiant ainsi indirectement les soins des animaux malades en ces lieux. Peu de temps après, Monsieur de la Rochette chef du département, par l'Arrêté organique du 20 avril 1821, leur en octroie l'exclusivité. Ces « artistes » ont acquis, outre la considération générale et un rang social élevé, une situation florissante. Le département, en plus de l'indemnité fixe annuelle, s'acquitte envers eux du paiement des vacations et des frais nécessités par les mesures sanitaires. En 1817, ils perçoivent sept francs par jour. En 1826, ils reçoivent « deux francs par myriamètre parcouru en allant et venant et trois francs par taxe applicable à l'opération ». Ces honoraires ne sont acquittés, par mandat, que sur remise d'un mémoire certifié par le maire et visé par le sous-préfet. — Des dispositions spéciales sont prévues en cas de réquisition des vétérinaires particuliers : un traitement de 8 francs par jour leur serait versé. — Il est de toute évidence que le paiement des vacations consacrées au traitement proprement dit des bestiaux leur est dû. Il incombe au propriétaire, sauf si, en fonction de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1822, un fonds spécial est prévu sur le budget communal.

Ces vétérinaires consacrent donc la majeure partie de leur temps à la surveillance des épizooties et délaissent quelque peu leur clientèle privée pour se consacrer à leur mission. Ils en retirent d'ailleurs de substantiels avantages.

b) *Contribution des vétérinaires d'arrondissement à la science et à l'amélioration des techniques locales d'élevage.*

Leurs volumineux rapports nous montrent l'intérêt qu'ils portent à la zootechnie, à l'amélioration des races bovines et équines, à l'alimentation du bétail : ils se montrent de fervents promoteurs des prairies artificielles. L'« artiste » Ecouchard publie même un ouvrage, fortement inspiré de Chabert, destiné à préserver de la mortalité les animaux qui mangent ce foin. Mais surtout leurs recherches s'orientent vers la découverte des étiologies et des thérapeutiques de diverses maladies. Certes, tous ne reçoivent pas comme Tissot François-Xavier la grande médaille d'or et autres distinctions de la Société Royale et Centrale d'Agriculture pour ses « Travaux sur la statistique bovine et l'amélioration des troupeaux » et son « Traité de la Péripleumonie contagieuse », ou n'ont pas l'insigne honneur d'être le correspondant à vie de la Société des Sciences Physiques et Chimiques et Arts Agricoles et Industriels de Paris. Mais ils concourent au rayonnement de la Société d'Emulation du Jura et des Sociétés savantes au plus grand profit de leurs concitoyens.

c) *Surveillance des foires et marchés : incidence sur la salubrité publique.*

En 1815, le préfet du Jura pense soumettre l'accès aux foires à une mise en quarantaine suivie d'une visite des animaux. Sans aller jusque là on conçoit que, tout naturellement, les vétérinaires chargés du service des épizooties soient amenés à inspecter ces lieux de rencontre des bestiaux souvent à l'origine de la dispersion des contagions. Or, le département en compte 968 chaque année ainsi répartis : arrondissement de Lons-le-Saunier 147, de Dole 90, de Poligny 70, de Saint-Claude 61. Tous ne peuvent être visités mais Colin, vétérinaire commissionné du chef-lieu de préfecture, estime devoir y consacrer, déplacements compris, 270 journées. N'oublions pas que les moyens de locomotion étaient moins rapides que de nos jours ! Le contrôle des certificats d'origine et de santé est sévèrement exécuté, car ils donnent lieu à de nombreuses fraudes dues à la négligence des maires qui omettent de remplir le signalement et laissent souvent la date en blanc. Quant

aux bestiaux malades, ils sont refoulés ou abattus. Le même sort est réservé aux chevaux morveux qui peuvent néanmoins, dans les cas douteux, bénéficier de quelques jours de séquestre permettant de se prononcer sur la nature du mal. Une enquête menée parallèlement permet souvent de détecter d'autres malades et d'exercer ainsi une police vraiment efficace. Les rapports rédigés tous les trois mois contiennent une foule de détails sur l'importance des rassemblements, le nombre et la qualité des animaux présentés ; les contraventions y sont soigneusement relevées. On y trouve aussi les décisions prises conjointement avec les maires concernant la salubrité publique en particulier le retrait des porcs ladres, des moutons atteints de cachexie aqueuse et de toute autre pièce de boucherie jugée dangereuse ou impropre à la consommation. A noter qu'à Lons, Colin assure une inspection systématique des animaux abattus à la plus grande satisfaction des habitants. Ce n'est là qu'une heureuse exception, car en dehors des foires et marchés les connaissances des vétérinaires en cette matière sont, et seront longtemps encore, rarement mises à contribution.

d) *L'ère des difficultés.*

Les grandes épizooties disparues, le maintien en fonction des vétérinaires du département demeure-t-il une nécessité ? Le Ministre de l'Intérieur ne le pense pas et entérine la proposition de nomination de Roidor à Saint-Claude de mauvais gré « pour satisfaire à la coutume ». Certes, sa religion est « qu'en d'autres temps les artistes commissionnés n'ont pas été inutiles à l'Agriculture... mais qu'en des temps ordinaires les vétérinaires particuliers doivent suffire à ses besoins ». Le seul texte en leur faveur est un décret napoléonien de 1813 jugé à cette époque, nous sommes en 1826, suspect et caduque. De toute façon, cette institution est toujours restée une possibilité offerte aux préfets sans plus. Ces praticiens, individuellement au service du département, ont acquis leur situation florissante grâce à leurs capacités personnelles. Jamais aucune liaison n'a existé entre eux ; à plus forte raison aucune structure ne les unit sur le plan national et ils sont dépourvus de direction commune. Cette acéphalie pourrait bien leur être

fatale si l'appui du préfet venait à leur manquer... Aisés, considérés, bénéficiant d'énormes privilèges, ils s'attirent la jalousie et l'inimitié de leurs confrères indépendants qu'ils ont frustrés d'une grande partie de leur activité en faisant prendre l'arrêté organique du 20 avril 1821. De surcroît, ils commettent la maladresse d'abuser, peut-être à des fins personnelles ou pécuniaires, de leur droit de mise en interdiction. En entravant le commerce du bétail, ils mécontentent aussi les agriculteurs. Dès 1822, poussés par les uns et les autres, arguant que de telles mesures ne sont plus justifiées par l'extension des maladies, les maires adressent à l'Administration de violentes protestations et la persuadent « de ne prendre aucune mesure définitive sans qu'ils ne l'aient sollicitée... après avoir envisagé toutes celles utiles et provisoires. » Jusqu'en 1826, les vétérinaires du département arrivent encore à protéger la quasi-intégrité de leurs monopoles. Le 28 décembre le préfet leur rappelle, par l'intermédiaire de ses collaborateurs, qu'ils doivent inspecter au moins cinq foires par mois sans compter celles du chef-lieu et effectuer une fois l'an la visite des étables de toutes les communes de leur arrondissement. Cette tâche harassante n'offre, comme le constate Tissot, guère d'intérêt : « aussitôt ces tournées prévues, les éleveurs s'empres-
seront de faire disparaître momentanément leurs animaux malades ». Aussi propose-t-il aux autorités de le laisser s'y prendre différemment : « si j'ai eu vent de quelque affaire, je fais causer les bergers et autres personnes naïves. Je m'informe sans empressement du lieu puis, le moment venu, je me rends dans la commune. Conférant avec le maire de tout autre chose, je le conduis à titre de promenade de ce côté en ayant soin de m'assurer si l'on évade les animaux. Si l'on m'aperçoit, je m'empresse de faire ouvrir toutes les étables... De cette manière je réussis presque toujours et fais séquestrer le bétail... ». Peu à peu, diverses prérogatives vont leur échapper. Ils ne sont plus les seuls à assurer les soins des animaux infectés dans les communes interdites et à partir de 1833 ne sont même plus requis pour ôter les barres ; cette fonction incombe désormais au praticien le plus proche. Le service des épizooties n'exerce plus de contrôle permanent et perd ainsi sa propre raison d'être. En plus, l'année 1831-1832 voit la

suppression de la surveillance des foires et marchés également décrétée. Psychologues avisés, les vétérinaires commissionnés alertent d'abord l'opinion sur les dangers que présente pour l'homme la consommation de viandes avariées et contaminées, puis se présentent devant les pouvoirs publics comme les champions de la défense de la salubrité. Le Conseil Général croit sans doute qu'ils agissent pour le bien de leurs concitoyens dans le plus grand désintéressement, puisque l'année suivante il rétablit leurs droits en oubliant de leur verser des subsides supplémentaires. Les salaires de ces fonctionnaires à temps partiel font d'ailleurs l'objet de nombreuses contestations : dès 1826 ils ont vu les indemnités diminuer de 200 francs, exception faite pour le praticien du chef-lieu de préfecture ; en 1831, elles ne s'élèvent plus qu'à 300 francs pour celui de Lons et 200 francs pour les autres et, comble de l'ironie, la seule obligation restante est de former des élèves maréchaux. En 1833, les émoluments calculés en fonction du nombre de foires inspectées s'échelonnent de 400 à 700 francs. Ils varient les années suivantes en fonction des activités que leur attribue l'Administration. Tant d'instabilité les incite à revenir à leur clientèle, malheureusement déjà en grande partie accaparée par les confrères restés indépendants.

Ces crises successives suscitent beaucoup d'émoi dans la masse paysanne. Elle conçoit avec son solide bon sens « que la vérité se situe toujours dans un moyen terme ». Le 19 avril 1834, quatre-vingt-une communes de l'arrondissement de Poligny présentent une pétition significative dont voici quelques extraits : « Nous avons reconnu la cause principale de l'extension des épizooties dans la faculté qu'ont aujourd'hui les communes d'appeler un vétérinaire de leur choix... Plusieurs d'entre elles croyant qu'il est de leur intérêt d'éluder l'interdiction lors de l'existence d'une épizootie ne demandent à l'autorité supérieure qu'un médecin facile et disposé à satisfaire toutes leurs prétentions. Elles laissent de côté celui qui, ami de ses devoirs, est capable de faire une police régulière... Il est donc indispensable d'en charger exclusivement le vétérinaire de l'arrondissement dont la probité et les connaissances sont éprouvées et de continuer la visite des foires ». De leur côté, les « artistes » du département présentent leurs doléances au préfet et organisent leur défense devant le Conseil Général. Tissot

critique la possibilité offerte aux communes d'être à la fois juge et partie dans leurs propres causes. Il leur suggère, en cas de contestation dans l'exercice de la surveillance, d'obtenir justice à cet égard en faisant procéder à des contre-visites par un autre vétérinaire d'arrondissement mais ne peut s'empêcher d'ajouter cette phrase acrimonieuse à l'égard de ses confrères non pourvus d'un tel titre : « ...car combien d'ignorance peut être cachée par un diplôme ». N'ayant pas obtenu l'audience escomptée, il tente de regrouper les signatures des quatre commissionnés au bas d'un texte réclamant le droit de contrôle sur les contagions. Mais Colin installé à Lons brigue le poste de Directeur des Epizooties, accordé à nombre de ses confrères des départements voisins domiciliés au chef-lieu de préfecture ; il préfère donc s'abstenir pour augmenter les chances de réussite de sa propre requête. Aucun n'obtint gain de cause. L'administration du Jura suit l'orientation de la politique gouvernementale. La circulaire ministérielle du 7 avril 1841 opte, tout en conservant aux préfets la possibilité d'agir différemment, pour une égalité entre tous les praticiens : tous devant concourir à l'exercice de la police sanitaire. Aussi fait-on dresser et afficher leur liste chaque année afin que les éleveurs ne puissent ignorer les personnes auxquelles ils doivent avoir recours en cas de maladie contagieuse s'ils veulent prétendre à quelque indemnité. A vrai dire, elles sont établies dans le Jura plus ou moins régulièrement depuis 1804 et adressées au préfet accompagnées de commentaires dont certains ne manquent pas de sel. Nous n'avons pu nous empêcher d'en insérer ici quelques-uns :

1804. Magnard : On lui croit plus d'habitude que de capacité.

1824. Tissot (père) : Est signalé comme ayant beaucoup de zèle et d'activité. Il est distingué dans son art si l'on en juge le nombre de ses écrits. On a pu remarquer en lui en plusieurs circonstances une susceptibilité outrée. Les épizooties ne semblent pas cesser aussi tôt dans son arrondissement que dans les autres.

Ce que l'on peut assurer c'est qu'il est parfaitement dévoué au Roi et bon père de famille.

1824. Ducher : De la théorie et de la pratique mais apporte un peu d'insouciance dans l'exercice de son art. Il jouirait d'assez de confiance s'il avait plus d'activité.

1827. Tissot (fils) : On craint qu'il ne se laisse aller comme son père à trop de présomption.

Après cette brève incursion dans le passé, revenons aux tristes réalités de l'heure. La versatilité des pouvoirs publics a conduit au délabrement du service des épizooties. En 1847, il existe une prise de conscience de cette erreur puisque le titre de vétérinaire commissionné, en remplacement de celui de vétérinaire départemental, est accordé par le ministre le 3 mars à Messieurs Roidor, Louvrier, Guyetand, attachés respectivement à Lons, Dole et Saint-Claude « dans le but de créer une organisation sanitaire pour lutter contre les maladies contagieuses ». Ils s'acquittent non seulement de cette tâche avec brio mais rédigent de volumineux rapports annuels extrêmement intéressants sur les foin, les constructions d'étables, la propension à l'engraissement des animaux domestiques, l'amélioration de l'élevage, etc... De nouveau, en 1862, le gouvernement s'enquiert de l'existence d'un service administrativement constitué et s'inquiète de son fonctionnement. Puis, lentement, tout retombe dans une douce léthargie.

4° La réorganisation et la loi bénéfique du 24 avril 1881.

a) Les prémices.

1870 : désastre de Sedan. Le typhus contagieux réapparaît en France traîné à la suite des convois de bœufs de l'armée prussienne... Dans le Jura par leur inertie et malgré les avertissements réitérés des vétérinaires les autorités laissent s'étendre la contagion. Les praticiens doivent agir seuls. Oubliant leurs querelles, ils usent auprès des populations de leur unique arme : la persuasion. Aussi, lors de contestation sur le diagnostic, n'hésitent-ils pas à se convoquer les uns les autres pour donner plus de poids à leurs assertions. Malheureusement, le peu de lucidité des responsables départementaux ou communaux, le manque de synchronisation entre les diverses mesures sont à l'origine de nombreux foyers pestiques et compliquent considérablement leur tâche. Finalement leur ténacité est récompensée : les populations sont convaincues de la nécessité d'obéir aux lois dans leur propre intérêt et la maladie régresse

rapidement. Il est pertinent de se rappeler qu'en 1796 d'Arboval avait déjà conscience des graves inconvénients inhérents à la subordination de la police sanitaire aux administrations locales et proposait la nomination dans chaque département d'un commissaire spécial pour en assurer la direction. Un vétérinaire lui serait adjoint. Tous deux devraient se rendre sur les lieux, visiter les communes infectées et effectuer les tournées d'inspection motivées par l'étendue et les progrès du mal. Ce faisant, ils rédigeraient un rapport en double exemplaire sur la nature, l'étiologie présumée et les mesures prophylactiques applicables à la contagion. Un exemplaire serait communiqué aussitôt au Comité National qui s'assemblerait et délibérerait pour pouvoir envoyer, dans les délais les plus brefs, ses instructions au commissaire. Plus d'un demi-siècle après, le gouvernement mandate dans un but similaire ses inspecteurs dans les départements. Pour la première fois un système centralisé fonctionne et la peste est rapidement rejetée hors de notre pays. Le désir instamment renouvelé des populations agrestes de voir organiser rapidement et rationnellement un service des épizooties est exaucé. Son institution théorique est décrétée le 24 mai 1876, année même de la constitution d'un Ministère de l'Agriculture autonome. En 1877, les troupeaux venus de Suisse et du pays de Gex et munis de certificats de santé erronés importent la fièvre aphteuse sur les plateaux jurassiens. Un contrôle sanitaire des transhumants, confié aux vétérinaires les plus proches des postes frontières, est instauré. Pour assurer le fonctionnement de ce service, et d'autres semblables, Mac Mahon autorise le prélèvement d'un droit d'inspection. Le gouvernement songe à se protéger des épidémies venues de l'Etranger mais veut aussi éviter la propagation d'épizooties autochtones. Il invite, par une circulaire du 1^{er} juillet 1877, tous les départements à se conformer à ses désirs en créant un service sanitaire ; mais faute de directives précises leur réalisation n'est souvent qu'ébauche maladroite. Henri Bouley s'inspirant de la loi fédérale suisse de 1871, élabore un projet concis qui devient la loi bénéfique du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux.

b) *Les dispositions de la loi du 21 juillet 1881 et leurs prolongements.*

L'article 12 « interdit à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire l'exercice de la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses ».

L'article 38 porte « qu'un service des épizooties sera établi, dans chaque département, ses frais devant être compris parmi les dépenses obligatoires des budgets départementaux ». Le règlement d'Administration publique du 22 juin 1882 dispose « qu'il comprendra obligatoirement un vétérinaire chef de service » ; quant à l'organisation elle-même toute latitude est laissée à l'administration préfectorale qui « doit seulement nommer autant de vétérinaires sanitaires qu'elle le juge utile ». Le législateur a sans doute pensé que dans un pays aussi diversifié que la France ce serait une erreur d'imposer une structure préétablie. Les préfets écrivent à leurs confrères déjà pourvus, s'inspirent de leurs réalisations mais, faute de trame imposée, cette liberté d'action conduit à la confusion. Dans certains départements le service ne comprend qu'un petit nombre de vétérinaires, dans d'autres tous en font partie. Ici ce sont, comme dans le Jura, des vétérinaires d'arrondissement, ailleurs le département est divisé en circonscriptions comprenant plusieurs cantons ; dans d'autres enfin chaque praticien est vétérinaire sanitaire dans le cercle de sa propre clientèle. Le service sans aucun doute opère mieux, avec plus de promptitude et de sûreté, quand il ne compte qu'un effectif réduit, l'optimum étant de un par arrondissement. La perfection serait certes de ne charger de la police sanitaire que des gens parfaitement libres de leur temps, indépendants de toute clientèle, salariés de l'Etat ou des départements. Cette solution est abandonnée : elle ferait payer un lourd impôt au contribuable.

Pour rassembler les efforts déployés dans chaque département et les coordonner l'article 40 institue le Comité consultatif des épizooties. Placé sous la présidence du sénateur Teissereng de Bort il comprend essentiellement des savants (Pasteur, Chauveau, Nocard, etc...) et des cadres administratifs ou militaires notamment Proust et Leblond respectivement attachés aux ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture comme inspecteurs des services sanitaires. Il reçoit aussi la mission de

dresser un tableau d'ensemble de l'état sanitaire des animaux domestiques en rassemblant les informations que lui communiquent les services locaux. Bien que, dès 1882 il reçoive vingt et un comptes rendus il n'est en mesure de rédiger son premier rapport général qu'en 1887. Tous les vétérinaires se sentent unis derrière leurs maîtres et apportent un concours très souvent gratuit à la réussite de cette magnifique entreprise. Pour la première fois, on connaît statistiquement l'importance de chaque contagion et ses zones d'extension ; on peut ainsi suivre attentivement les premiers résultats obtenus dans la lutte contre la péripneumonie contagieuse par la vaccination willensienne prônée par la même loi tutélaire de 1881.

Enfin l'article 39 de la loi et les articles 80 à 92 du règlement d'administration publique impose aux communes l'inspection et la désinfection régulières des foires et marchés, des abattoirs, tueries particulières et ateliers d'équarissage. Ainsi sont évitées la dissémination et la dissimulation des maladies contagieuses. Ces prescriptions si sages ne sont malheureusement pas appliquées partout, le dernier paragraphe de l'article 39 ayant laissé aux départements la faculté d'ajourner l'inspection des foires et marchés pendant six ans. Dans le Jura, par sa délibération du 27 août 1882, le Conseil Général rend la loi exécutoire. Les communes à de rares exceptions près, telle Cousance, l'acceptent de bon gré et choisissent généralement le vétérinaire le plus proche pour assurer ces visites. En compensation de leurs débours, en moyenne de quinze francs, elles demandent au praticien de bien vouloir donner ce jour-là des consultations gratuites aux habitants du pays. Certaines se feront malgré tout tirer l'oreille pour payer les honoraires qu'elles avaient pourtant promis.

L'importation d'animaux et de denrées d'origine animale est effectuée sous le contrôle des vétérinaires frontaliers.

C'est aussi en 1881 que Nocard fonde le laboratoire national vétérinaire.

Les bienfaisantes dispositions de la loi jettent les bases d'une inspection de salubrité et permettent désormais d'assurer en tous lieux une police sanitaire efficace.

Les praticiens du Jura se réunissent en 1893. Ils se répartissent les foires et marchés en prenant soin de les regrouper dans le même secteur afin de simplifier leur travail. La loi du

21 juin 1898 sur le code rural, qui définit le rôle du vétérinaire sanitaire et confie à chaque praticien les communes avoisinant sa résidence, apporte donc fort peu de modifications. Leur action est coordonnée par Monsieur Chaintre domicilié à Dole qui remplit les fonctions de chef de service, le département ne disposant pas à proprement parler de vétérinaire commissionné. Il faut quitter le XIX^e siècle, objet de notre étude, pour voir cette disposition palliative prendre fin. En effet le 12 janvier 1909 est promulguée la loi sur la nomination et les fonctions de vétérinaire départemental. Cayrol est le premier titulaire de ce poste devenu uniquement administratif. Un projet encouragé par la presse professionnelle tendant à placer ces fonctionnaires départementaux sous l'autorité directe du ministre est écarté. Leclainche assure temporairement la direction des services sanitaires et scientifiques. Le décret du 29 novembre 1911 vient couronner définitivement l'édifice : cinq inspecteurs généraux sont nommés après un concours sur titre et Eugène Roux promu « Inspecteur Général, Chef de Service » est placé à leur tête.

CONCLUSIONS

Si l'on schématise un peu, l'histoire de la médecine vétérinaire au XIX^e siècle apparaît, comme celle de l'extermination de la peste bovine et de la péripneumonie contagieuse, réalisée grâce à la création et à l'organisation des services sanitaires.

Avant la Révolution, l'exercice de cette police est confiée aux Intendants ; les « artistes », parfois choisis comme experts, y occupent une place négligeable. Après la chute de la Royauté la conjoncture exige de recourir à des processus extraordinaires. Les épizooties sont multiples et le typhus contagieux fait son entrée dans notre pays en 1796. Les commissaires du Directoire exécutif ne peuvent improviser des structures et font appel aux vétérinaires, seuls capables de les conseiller utilement. Pour la première fois, les praticiens ont un rôle administratif ; ils assument souvent d'énormes responsabilités, s'acquittant toujours de leur tâche avec zèle, souvent même avec brio... Le décret impérial du 15 janvier 1813 esquisse enfin une organisation sanitaire sur le plan départemental, mais laisse toute initiative au préfet : le vétérinaire commissionné a seulement voix consultative. Il faudra que la peste bovine ravage encore deux fois la France, en 1815 et 1871, pour qu'enfin le gouvernement prenne conscience de l'évidente nécessité de donner au service des épizooties des structures nationales, de le doter d'un organisme scientifique (le Comité consultatif) et de moyens de travail (le laboratoire national). Le tout est placé entre les mains de notre profession. Les vétérinaires départementaux, hiérarchiquement contrôlés, en profitent pour échapper quelque peu à la tutelle des administrations locales. Désormais, totalement responsables de leurs actes, tous les praticiens vont œuvrer de concert et décupler l'efficacité du service : en 1905, ils sont venus à bout des deux anciennes grandes contagions.

Une tâche immense reste encore à accomplir. Des maladies contagieuses menacent nos frontières, d'autres risquent d'être

d'un jour à l'autre importées de quelque lointain pays ; enfin certaines existent encore sur notre propre sol. L'exercice d'une police sanitaire sévère aux frontières comme à l'intérieur demeure donc une nécessité fondamentale. L'éradication quand elle est possible des épizooties et enzooties restantes devient de plus en plus délicate. Elle exige la mise en place d'un lourd appareil administratif auquel il faut adjoindre des laboratoires de diagnostic. Malheureusement pour de nombreuses maladies nous ne pouvons qu'essayer de maintenir un équilibre précaire par l'immunisation active ou passive des animaux. Nous voici donc entrés dans l'ère de la zooprophylaxie sanitaire et médicale et, même si l'exercice libéral de la profession doit en souffrir, ayons l'honnêteté de reconnaître avec Pavlov que si elle garde encore pour certains « le caractère d'un dogme, cette idéologie de vieille date est périmée ». Dans notre économie dirigée, parfois « concertée », la mise en application de toutes les grandes prophylaxies ne peut être faite que sous l'égide de l'Etat. La plupart des vétérinaires sont donc devenus des fonctionnaires à temps complet ou partiel (mais non négligeable) chargés d'une mission essentielle : assurer coûte que coûte la protection du cheptel national contre les épizooties.

**Vu : LE PROFESSEUR RESPONSABLE
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
R. FLORIO.**

**Vu : LE DIRECTEUR
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
R. FLORIO.**

**Vu :
LE DOYEN
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE,
J.-F. CIER**

**Vu :
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
BERTOYE.
PROFESSEUR
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE.**

***Vu et permis d'imprimer : Lyon, le 26 Octobre 1964*
LE RECTEUR. PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
P. LOUIS**

BIBLIOGRAPHIE

- BOULEY (H.). — Nécessité de protéger l'exercice de la médecine vétérinaire par une loi spéciale. *Rec. Méd. Vét. pratique* 1852, p. 117-129.
- BRESSOU (C.). — Evolution de l'enseignement vétérinaire. *Bull. Acad. Vét.*, 1960, XXXIII.
- COLLAINE, HUZARD, DESPLAS, TESSIER. — Compte rendu à la Société d'Agriculture de la Seine d'une expérience tentée contre la morve et le farcin et des résultats obtenus, 1810.
- DELAFOND (O.). — Traité sur la Police Sanitaire des animaux, Paris, 1838.
- DELAFOND (O.). — Instruction sur les causes, les symptômes, les altérations de la Péripleumonie du gros bétail du département du Jura ; les moyens de guérir et de prévenir cette maladie. Lons-le-Saunier, 1841.
- FAUCHER. — Routine et innovation dans la vie paysanne. *Journ. Psycho. normale et pathologique*, 1948, p. 89-103.
- FLORIO (R.). — Histoire de l'Ecole Vétérinaire de Lyon. *Rev. Méd. Vét.*, 1962, 8, CXIII, 534-554.
- GIRARD (J.). — Mémoire sur le claveau et sur les avantages de son inoculation. 1818.
- GODINE. — Instruction sur le traitement de la maladie épizootique qui affecte depuis plus de six mois les bêtes à cornes de plusieurs communes du district d'Orgelet, département du Jura. Lons-le-Saunier, 1794.
- GRONIER, DESPLAS, CHABERT. — Instructions vétérinaires.
- HOURS (H.). — La lutte contre les épizooties et l'Ecole Vétérinaire de Lyon. Paris, 1957.
- HUZARD (J.-B.). — Compte rendu à l'Institut de France sur l'épizootie de 1814-1815. *Annales de l'Agriculture*, t. 61, p. 281.
- HUZARD (J.-B.). — Rapports et observations sur l'épizootie contagieuse régnant sur les bêtes à cornes de plusieurs départements de France, 1814.
- HUZARD, TESSIER. — Instruction sur la pourriture ; maladies des bêtes à cornes. 1817.
- LANCISI. — Dissertatio historica della bovillà peste, anno 1711.
- LECLAINCHE (E.). — Histoire de la Médecine Vétérinaire. Toulouse, 1936.

NEUMANN (L.-C.). — Biographies vétérinaires. Paris, 1896.

PAVLOV (G.). — L'organisation des services vétérinaires en Bulgarie.
Bull. Off. Inter. Epizooties, 1930, IV, 1-69.

RAMON. — Contribution des vétérinaires à la recherche scientifique
et hommage à J.-B. Chauveau. *Rev. Méd. Vét.*, 1962, 8, CXIII,
512-534.

TISSOT (P.Fr.-X.). -- Traité de la péripneumonie contagieuse, mala-
die qui règne fréquemment sur le bétail du département
du Jura. Poligny, 1819.

ARCHIVES

Archives départementales du Jura - Série M - Agriculture et Haras

- M 14 — Haras, 1790-1882.
- M 16 — Statistiques, 1790-1823.
- M 17 — Etat des renseignements statistiques, 1823-1884.
- M 18 — Maladies épizootiques, de 1731 à l'An 8.
- M 19 — Maladies épizootiques, An 9-1839.
- M 20 — Rapports sur les épizooties, 1806-1828.
- M 21 — Renseignements sur les épizooties, 1818-1882.
- M 22 — Maladies épizootiques, instructions et rappels, 1840-1855.
- M 23 — Maladie épizootique (Peste bovine), 1856-1879.
- M 24 — Peste bovine, 1871-1877.
- M 25 — Fièvre aphteuse. Renseignements sur l'état sanitaire du bétail suisse.
- M 26 — Morve, 1871-1877.
- M 27 — Fièvre aphteuse ou cocotte, 1880.
- M 28 — Police sanitaire, 1882-1886.
- M 29 — Inspection sanitaire aux Foires, 1885.
- M 30 — Bulletins sanitaires, 1885-1904.
- M 31 — Brochures diverses. Rapport sur une épizootie de la Seine-Inférieure, 1887-1911.
- M 32 — Inspection des foires et marchés, circonscription des vétérinaires, 1886-1896.
- M 33 — Maladies épizootiques ; rapports divers, 1887-1893.
- M 35 — Foires et marchés ; inspection sanitaire, 1886-1911.
- M 36 — Etat indicatif des vétérinaires du Jura, 1840-1871.
- M 37 — Liste des vétérinaires diplômés exerçant dans le Jura, 1870-1890.
- M 38 — Liste des vétérinaires diplômés exerçant dans le Jura, 1891-1900.
- M 39 — Ecoles vétérinaires ; entretien des élèves, etc..., 1883-1881.
- M 54 — Statistiques bovine et chevaline du département du Jura, 1809-1830.
- M 55 — Statistiques bovine et chevaline des arrondissements de Dole et Saint-Claude, 1809-1825.
- M 56 — Statistiques bovine et chevaline de l'arrondissement de Poligny, 1813-1823.
- M 69 — Exercice illégal de l'Art vétérinaire, 1844-1891.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	9
<i>Chapitre I. — LES GRANDES EPIZOOTIES</i>	11
A. - La Peste bovine ou Typhus contagieux	13
B. - La Péripleumonie contagieuse ou gangreneuse	25
C. - Des Maladies carbonculaires	29
D. - La Fièvre aphteuse	31
E. - Les Maladies épizootiques des Equidés	33
F. - Les Maladies du Mouton	35
G. - Les Epizooties du Porc	36
<i>Chapitre II. — LES MOYENS DE LUTTE</i>	39
A. - L'ascension de la profession vétérinaire	41
B. - Les grandes découvertes des savants vétérinaires ...	44
C. - L'organisation des services sanitaires	47
CONCLUSION	61
BIBLIOGRAPHIE	63
ARCHIVES	65

